

Nicaragua :

L'ÉTAU SE RESSERRE

Plus de doute : la guerre contre le Nicaragua a bel et bien commencé. Les incursions armées des bandes contre-révolutionnaires dans le nord du pays sont quasi quotidiennes.

Mais la force réelle de la contre-révolution ne tient ni à son programme, ni à la qualité de ses membres, ni à leur nombre. Elle tient essentiellement à l'aide accrue que lui donnent les Etats-Unis et le Honduras. Ecoutez le témoignage d'un colonel de l'armée US, J. Buchanan, devant une commission parlementaire américaine : *"En août, des avions nord-américains C 130 stationnés au commandement-sud à Panama ont transporté un bataillon de troupes hondurien et tout son matériel à Puerto-Lempira. (...) Actuellement le bataillon hondurien offre un écran de protection aux somozistes et aux contre-révolutionnaires qui reviennent d'incursions terroristes en territoire nicaraguayen."*

La présence d'un bataillon à Morocon offre, de plus, un moyen idéal pour équiper et armer les contre-révolutionnaires."

Ces opérations ont pris une telle ampleur que le *New York Times* du 3 décembre 1982 pouvait écrire, sous la plume du correspondant de *CBS News*, qu'il s'agit de *"l'une des tentatives les plus ambitieuses de Washington d'abattre un gouvernement étranger, depuis que Kennedy avait déchaîné la CIA contre Fidel Castro"*.

Souvenons-nous : avril 1961. Sur ordre du gouvernement du si libéral Kennedy, la CIA lance ses contre-révolutionnaires cubains à l'assaut de la Baie des Cochons. L'échec sera cuisant. Mais parallèlement, la presse américaine et européenne avait soigneusement dénigré Cuba révolutionnaire : Castro devenait de jour en jour plus dictatorial, il reniait ses promesses, s'inspirant d'un diabolique "marxisme-léninisme". C'est la même soupe insipide que nous ressert le quotidien français "Le Monde", dans deux articles intitulés finement *"Nicaragua : la révolution confisquée"* (les 4 et 5 janvier 1983). Mais même *Le Monde* n'est plus ce qu'il était et vend grossièrement la mèche d'un anti-communisme autrefois plus nuancé : ouvrant largement son enquête aux propos de tout ce que le Nicaragua compte de réactionnaires, il considère avec amusement le journaliste de *Barricada* (quotidien sandiniste) qui explique que *"les contre-révolutionnaires ont une stratégie qui n'a rien à voir avec l'état des libertés dans le pays"*, cependant que les reproches de l'archevêque de Managua sont gravement notés : *"(le régime) dit avoir fait une option pour le pauvre, mais c'est le pauvre au sens sociologique, celui qui a une conscience de classe"*. Si même les pauvres se mettent à avoir une conscience, qui plus est de classe, où va-t-on Monseigneur ?!

Or, n'en déplaise aux pseudo-libéraux du *Monde* et d'ailleurs, nous avons fait notre choix : nous préférons cent fois mieux la liberté de vivre à celle des capitaux, la liberté de pouvoir apprendre à lire et à écrire à celle de pouvoir licencier, la liberté de ne pas mourir de faim à celle de crever de sous-nutrition. C'est pourquoi nous disons : avec le Nicaragua révolutionnaire, jusqu'à la victoire finale !

La Brèche

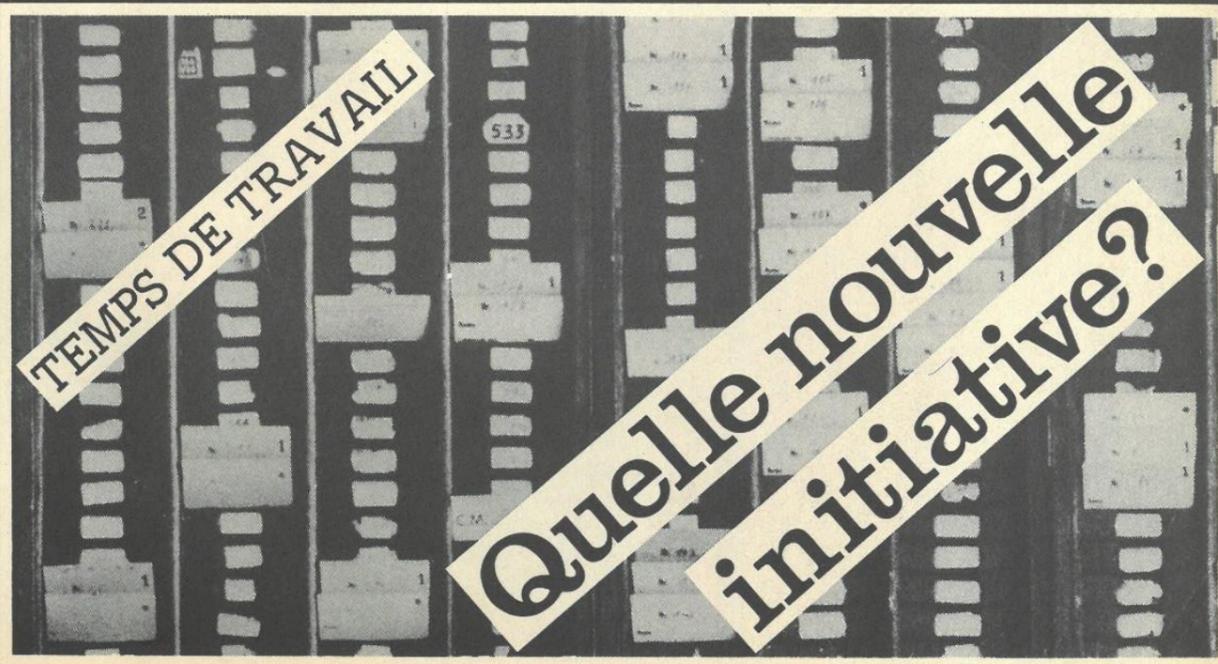
La Brèche

organe bimensuel du
Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale

AFGHANISTAN :



LES CRIMES DE LA BUREAUCRATIE



En mouvement

"S.A.S. à San Salvador" :

UN FILM QU'ON PEUT NE PAS VOIR...

Gérard de Villiers et Raoul Coutard se sont associés pour produire un film qui prétend décrire la réalité du Salvador contemporain; au moment où le peuple salvadorien lutte pour sa libération, est-ce un hasard si deux auteurs peu scrupuleux essaient de réduire ce combat aux dimensions d'un mauvais roman d'espionnage ?

Scénario complètement bâclé : Chacon, exilé cubain, chef des "Escadrons de la mort" au Salvador, a assassiné Mgr Romero, archevêque de San Salvador (mars 1980). La CIA nord-américaine, estimant que Chacon a dépassé les bornes, décide de l'éliminer et confie cette tâche à "SAS" Malko Linge, agent très spécial. Après de nombreuses péripéties, SAS remplit sa mission. Pour rester fidèles aux lois du genre, le roman et le film décrivent des Salvadoriennes subjuguées — de gré ou de force — par le "super-mâle", blond Aryen aux yeux bleus, qu'est SAS.

Ce film est un tissu de mensonges. Le duo Coutard - de Villiers ne dit pas que : — La CIA ne charge pas ses agents de liquider les "Escadrons de la mort"; au contraire, elle forme ces commandos de tueurs, recrutés dans les différentes polices et armées d'Amérique latine, qui se chargent de défendre par tous les moyens les privilèges d'une minorité de possédants. En 1970, les Tupamaros uruguayens capturèrent un agent de la CIA nommé Dan Mitrone : celui-ci était chargé de former la police uruguayenne à l'usage scientifique de la torture !

— L'assassin de Mgr Romero est toujours en vie : il ne s'appelle pas Chacon, il n'est pas cubain; il se nomme Roberto D'Aubuisson, major de l'armée salvadorienne et ancien responsable de ses services secrets; depuis mars 1982, il préside le Parlement salvadorien !

— La majorité des 35 000 victimes (depuis octobre 1970) — comme le relèvent de nombreux rapports d'organisations humanitaires — sont dues aux actions répressives de l'armée et des bandes paramilitaires. Il ne s'agit pas d'une violence indiscriminée, dont la gauche serait aussi coupable que la droite. Ainsi, lors d'une séance d'information sur le droit de la guerre organisée par les délégués du CICR, un jeune soldat demande : "Si je comprends bien, j'ai le droit de NE PAS tuer un prisonnier ?". Cette question suffit à indiquer la pratique en vigueur. En contraste, lors de son offensive de fin 1982, le Front Farabundo Marti de Libération nationale a remis à la Croix-

Rouge internationale 180 soldats tombés entre ses mains.

Ce film est raciste : il veut faire croire que les peuples du Tiers Monde doivent attendre leur salut de l'intervention de blonds Aryens aux yeux bleus "civilisés".

Ce film est sexiste : la femme salvadorienne est décrite de manière dégradante : bourgeoise ou révolutionnaire, elle subirait le charme "irrésistible" de l'agent secret. Coutard et de Villiers ont-ils seulement lu les récits des viols dont de nombreuses femmes salvadoriennes sont victimes de la part de flics et de militaires ?

Ce film n'est pas neutre : il sort au bon moment pour dénaturer et dénigrer les luttes de libération en Amérique centrale, juste quand Reagan & Co cherchent à intervenir dans cette région du monde. Les propriétaires des chaînes de diffusion cinématographique, à majorité de capital US ou européen, n'ont aucun intérêt commercial à promouvoir des films faits par des ressortissants d'Amérique centrale, qui ne déforment pas la réalité.

Reagan - Coutard - de Villiers, le peuple salvadorien vaincra !

Comité de solidarité
Nicaragua - El Salvador / Neuchâtel

SANTÉ, CONSERVATION ET BON TIRAGE

La manchette de la Tribune de Genève du 29 décembre "Les progrès de la médecine en 1982" — ainsi que l'article nous vantant les mérites de la médecine moderne — est un des plus beaux exemples aussi bien d'une vulgarisation dangereuse que d'une mystification totale du rapport réel entre la médecine de pointe et l'état de santé de la population.

En effet, on apprend par exemple qu'un chercheur suédois a découvert une substance nommée "EPA qui lutte efficacement contre l'artériosclérose". Sachant qu'environ la moitié des décès sont à attribuer à ce fléau, cette substance nous ouvrirait pratiquement la porte de l'immortalité !! Quelle est maintenant la valeur réelle de ce médicament ? Selon le Medical Letter du 12 novembre 1982 — la bible quant à l'efficacité ou l'inefficacité des produits pharmaceutiques — il s'agit d'une "substance qui n'a montré aucun effet bénéfique sur l'artériosclérose et dont l'absence d'effets secondaires n'a pas été étudiée" !

Le deuxième aspect, la glorification de la médecine de pointe, me semble encore

plus grave. Il vaut la peine de savoir qu'au début des années 70 l'espérance de vie pour un homme à Cuba était de 72 ans mais seulement de 68 ans aux USA, le pays des "merveilles technologiques". De cela on ne peut tirer qu'une seule conclusion : aujourd'hui ce n'est pas la technique qui fait avancer la santé de la population mais le mode d'organisation du système de santé, un domaine où la supériorité d'un système national de santé à la cubaine par rapport à un système libéral comme on le connaît aux USA mais aussi en Suisse est prouvée par les faits, à savoir par une espérance de vie plus longue.

A.S.

Etudiants lausannois :

PAS DE JOIE, LES TRANSPORTS !

Spectacle insolite mercredi 19 janvier à Lausanne : les étudiants descendent dans la rue. Pour trouver les raisons de cet événement plutôt rare, il faut remonter à Mai 68 et à la trouille que "l'agitation étudiante" provoqua parmi les notables locaux. En effet, ces derniers, dans leur souci d'isoler à tout prix ce dangereux ferment que sont les étudiants, ne les ont pas seulement installés dans un véritable ghetto de luxe (coût : 1,5 milliard !) à plusieurs kilomètres de la ville mais ils n'ont en plus rien prévu pour assurer un transport relativement rapide sur les lieux. Résultat : il faut quasiment une heure pour se rendre à l'Uni depuis le centre-ville. Ce dont ne souffrent pas seulement les étudiants mais aussi le personnel administratif de l'Uni et les habitants de la région.

Le problème, qui empire d'année en année, s'enlise naturellement dans les études acharnées que poursuivent de multiples commissions et sous-commissions depuis maintenant plus de 10 ans. D'où le juste courroux des étudiants.

Courroux d'autant plus justifié que le problème des transports n'est, de loin, pas le seul : comme à Genève, des centaines d'étudiants ne trouvent pas à se loger. Et puis, de sombres nuages planent sur les bourses : le Conseil des Etats ne vient-il pas de voter la suppression des 80 millions de subventions fédérales aux bourses ?

Raisons de plus pour descendre dans la rue.

correspondant

Ebauches-Marin :

UN SYNDICALISTE RÉINTÉGRÉ

L'Union syndicale de Neuchâtel et environs ainsi que le CUTSI (Comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés) se réjouissent vivement de la réintégration d'un ouvrier syndicaliste à l'usine d'Ebauches SA de Marin. Il avait précédemment reçu son congé par la direction de cette entreprise quelques jours après la manifestation de la FTMH qui rassembla 10 000 personnes le 25 septembre à Bienne. Une photo le montrant portant une pancarte de son syndicat avait paru dans un périodique romand. Il était le seul travailleur licencié à la fin de septembre.

Cette victoire est due à l'action de la FTMH, le syndicat des travailleurs de l'horlogerie. Il a ainsi empêché une atteinte aux droits syndicaux à Ebauches-Marin. C'est un encouragement pour les travailleurs et syndicalistes, notamment dans les entreprises horlogères et de l'industrie des machines.

Alors que beaucoup de patrons utilisent la situation économique pour mettre à la porte des militants syndicaux et éliminer progressivement toute présence syndicale dans leurs usines, ce succès montre qu'il est possible de s'y opposer.

Les travailleurs savent que les représailles patronales, ouvertes ou cachées, sont un obstacle de taille qui les empêche de défendre leurs droits et leur dignité. C'est pourquoi l'USN et le CUTSI continueront de dénoncer tous les licenciements pour raisons syndicales et d'aider les travailleurs à se mobiliser pour faire respecter les droits syndicaux.

Union syndicale de Neuchâtel et environs
Comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés

À PROPOS

Initiative pour l'abaissement de l'âge de la retraite :

PLUS DE 110 000 SIGNATURES !

Lancée en septembre 1981 "en solitaire" par les POCH (Organisations progressistes de Suisse), l'initiative demandant l'abaissement de l'âge de la retraite AVS à 62 ans pour les hommes et à 60 ans pour les femmes sera déposée prochainement, munie de plus de 110 000 signatures validées.

Ce résultat a été rendu possible par la constitution en juin 1982 d'un comité d'initiative unitaire composé — outre les POCH — du PSO, du Parti suisse du Travail et du Parti socialiste autonome du Tessin.

Le PSO a récolté 21 500 signatures environ, dont plus de 20 000 seront validées. Les POCH, pour leur part, ont récolté environ 80 000 signatures validées, le Parti du Travail 11 000 et le PSA 2 500.

A l'heure où les budgets sociaux sont rognés, où de plus en plus nombreux sont ceux et celles qui ressentent le besoin d'une diminution du temps de travail, ce premier résultat est un avertissement adressé aux partis bourgeois et au patronat. En outre, les nombreux salarié(e)s âgés qui se voient licenciés avant la retraite disposent maintenant d'un instrument supplémentaire pour exiger des pré-retraites satisfaisantes.

La réussite de la récolte de signatures est une première victoire. Pour imposer la revendication d'autres victoires seront nécessaires. Le Parti socialiste suisse et l'Union syndicale suisse, ainsi que d'autres organisations ouvrières se sont tenues à l'écart de l'initiative. Il leur faudra maintenant se prononcer. Leur engagement aux côtés des PSO, PdT, POCH assurerait un meilleur rapport des forces pour entamer les prochains combats en faveur de l'abaissement de l'âge de la retraite.

Laurent Butty :

TOUT FEU, TOUT FLAMME POUR LICENCIER

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) dénonce une nouvelle fois l'arbitraire patronal qui, pour défendre les profits, a conduit la direction d'Usiflamme SA, fabrique des briquets "Cartier", à licencier 18 personnes. Cette fois-ci, le cynisme patronal atteint manifestement des proportions scandaleuses, le personnel et les organisations syndicales n'ayant aucunement été mis au courant. Une fois de plus, les travailleurs et les travailleuses sont traités comme de simples pions que les patrons déplacent en fonction de l'évolution des profits. Ce fait, qui commence à devenir habituel dans la conjoncture actuelle, illustre bien la politique patronale en matière d'emploi.

Les salarié(e)s peuvent se poser de légitimes questions quant à la valeur des déclarations électorales et officielles du Parti démocrate-chrétien (PDC) concernant la défense de l'emploi dans le canton. A notre connaissance, ce parti n'a pas désavoué son conseiller national Laurent Butty qui, en sa qualité de membre du conseil d'administration d'Usiflamme, participe à cette politique cynique des licenciements-surprise. Cela montre la distance qui sépare les programmes électoraux du PDC de la politique concrète menée par ses élus.

Les travailleurs et travailleuses n'ont rien à attendre d'un parti de droite qui, comme dans le cas d'Usiflamme, est toujours du côté du patronat. Seule une réponse de l'ensemble du mouvement ouvrier et de ses organisations est susceptible d'opposer un frein à la logique des licenciements. A plus long terme, la décision du congrès de l'Union syndicale suisse de lancer une initiative pour les 40 heures représente également une riposte à la politique patronale. Répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire, telle est la meilleure solution à la montée du chômage.

Parti socialiste ouvrier, Fribourg

SOMMAIRE

EDITORIAL	
NICARAGUA : L'étau se resserre	1
POLITIQUE	
Formation professionnelle :	
Des chiffres qui en disent long	3
Quand l'OFIAMT voit la vie en rose...	3
Référendum en matière de crédits militaires :	
Le PSS va-t-il accepter les signatures du PSO ?	8
Genève, hausse des tarifs des transports publics :	
Les usagers sont roulés	8
SOCIAL	
Hermès Precisa International (HPI), Yverdon :	
"Les travailleurs sont au cœur d'une immense partie de poker internationale"	4
Capitalisme et crise	4
Pour la diminution du temps de travail, il nous faut rapidement :	
Une initiative pour les 40 heures, vers les 38 heures	5
DOSSIER - ITALIE	
"Ne touchez pas à l'échelle mobile !"	6-7
La bataille de l'Italsider	7
INTERNATIONAL	
AFGHANISTAN : Terreur généralisée, exode de masse	9
Trois ans après : le bourbier afghan	9
L'après-Malouines en ARGENTINE :	
La lente agonie de la dictature	10
L'effondrement économique	10
À VOIR	
Une pièce d'Anne Cunéo bientôt à Genève :	
"Une fenêtre sur le 9 novembre"	11
L'ÉVÈNEMENT	
EL SALVADOR : "La solidarité peut et doit rendre l'intervention US impossible"	12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

	Fr.
6 mois, enveloppe ouverte . . .	22,50
une année, env. ouverte . . .	45.-
une année, env. fermée . . .	55.-
une année, étranger (Europe) .	80.-
abonnement de soutien . . .	100.-

Administration :
La Brèche, case postale 858
1211 Genève 3
CCP 10 - 25 669

Rédaction :
La Brèche, rue de la Tour 8 bis
1004, Lausanne

Editeur responsable : C. A. Udry
Imprimerie : CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes et tessinoise

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) / La Brèche, case postale 13, 2500 Bienne 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3 022 / 20 68 02
8 bis, rue de la Tour, 1004 Lausanne 021 / 23 05 91
case postale 1532, 2002 Neuchâtel

Partito Socialista dei Lavoratori (PSL) / Rosso, casella postale 2400, 6901 Lugano

Formation professionnelle :

L'évolution des places d'apprentissage n'est pas aussi rose que le prétendent les experts de l'OFIAMT (voir article ci-contre). L'Union suisse des Arts et Métiers livre des chiffres à ce sujet. Dans 31 professions, il manque des places d'apprentissage, dans 31 autres il reste en ravanche des places disponibles et 50 sont équilibrées. L'Office cantonal zurichois pour l'industrie, les arts et métiers et le travail — qui avait déjà dû se rendre compte, lors de la votation cantonale sur un projet d'ateliers publics, combien cette revendication est populaire — est encore plus précis. Il recense 3 500 places d'apprentissage disponibles qui lui ont été annoncées. Mais si l'on examine attentivement celles-ci, l'image est claire : 240 places dans l'hôtellerie (environ 7 o/o de l'ensemble), 125 dans les soins corporels (coiffure surtout), soit près de 4 o/o et même 795 dans la vente, soit bien 23 o/o. Ces chiffres montrent clairement que la formation professionnelle laisse la place à la simple uti-

Des chiffres qui en disent long

lisation d'une main-d'oeuvre bon marché. Rares sont celles et ceux qui, à la fin de leur formation, trouvent une place dans la branche. On ne demande pas des travailleurs qualifiés dans ces secteurs, mais de la main-d'oeuvre la moins chère possible.

Ces données deviennent encore plus évidentes quand on les compare aux professions qui, de manière générale, passent pour des professions d'avenir. Dans les métiers de l'électronique, le canton de Zurich offre peu de possibilités, 120 places en tout (3,7 o/o).

D'autres cantons, comme le Tessin ou les régions horlogères, ont une situation plus mauvaise encore. Il est donc parfaitement cynique de lire, dans les rapports officiels, que la situation des jeunes est bonne, qu'ils "n'ont pas à se cantonner dans quelques professions" (rapport de Zurich).

Les données sur le chômage confirment plus crûment encore cette politique patronale. Les jeunes qui ont suivi ces formations non qualifiées deviennent par la suite manoeuvres ou manutentionnaires dans d'autres branches. Conséquence : beaucoup d'entre eux se retrouvent à la rue. La statistique de novembre sur le chômage montre en effet que 28,8 o/o des chômeurs en Suisse ont entre 20 et 25 ans alors que leur classe d'âge ne forme que 15 o/o de la population. Le canton de Vaud, relativement industrialisé, se situe légèrement en-dessus avec 29,8 o/o, de même que Schaffhouse avec 30,1 o/o, Bâle Campagne avec 31,4 o/o. Dans la région horlogère, la situation devient franchement alarmante : 33,4 o/o à Neuchâtel, 42,7 o/o au Jura. Le Tessin se tient ici en tête de liste avec 49 o/o ! Ce canton connaît en effet un manque absolu de places d'apprentissage.

Que la crise pèse particulièrement sur les plus défavorisés ressort une fois de plus de ces données. Les handicapés, les femmes, les enfants immigrés, ceux des régions de montagne n'ont plus guère de chances. Le nombre des femmes parmi les jeunes chômeurs est de ce point de vue hautement significatif : elles en constituent le 50 o/o alors qu'elles ne forment que le tiers de la population active.



Interfoto

Formation professionnelle :

QUAND L'OFIAMT VOIT LA VIE EN ROSE...

LES STATISTIQUES CONFIRMENT, ELLES, LA NÉCESSITÉ D'ATELIERS PUBLICS D'APPRENTISSAGE ET DE RECYCLAGE.

Chaque hiver, la question de la formation professionnelle revient d'actualité. C'est en effet le moment où les élèves qui sortent de l'école et leurs parents, soucieux de leur avenir professionnel, se rendent compte qu'il est très difficile de trouver une place d'apprentissage dans la profession souhaitée. La récession, cette année, a encore aggravé cette situation. La concurrence accrue que se livrent les patrons ne leur laisse que le temps de penser à leurs profits. Qu'ils puissent demain avoir besoin d'une main-d'oeuvre formée et qualifiée, ils ne s'en soucient guère. Le profit immédiat passe avant tout.

Les jeunes, eux, en font les frais. Au plus tard à la fin de leur apprentissage, un grand nombre d'entre eux se rendent compte une fois encore que leur formation n'avait aucune valeur, qu'ils ne peuvent pas trouver une place dans la profession apprise et qu'ils n'ont servi, pendant deux ou trois ans, que de main-d'oeuvre à bon marché.

L'OFIAMT joue avec les chiffres

Depuis que le PSO a lancé une grande campagne sur ces problèmes en faisant aboutir l'initiative pour des ateliers publics de formation professionnelle et de recyclage — qui constituerait une solution dans l'intérêt de tous les salariés —, le patronat et les services étatiques sont devenus plus prudents. L'Office fédéral pour l'Industrie, les Arts et Métiers et le Travail (OFIAMT) a entamé, cet hiver même, une campagne trompeuse à ce sujet.

L'un de ses groupes de travail, "Jeunesse et marché du travail", vient de publier un rapport d'où il ressort que la situation fondamentalement positive du marché des places d'apprentissage ne s'est guère modifiée par rapport à l'an dernier, malgré la montée du chômage partiel et du chômage, des fermetures d'entreprises. "Il n'y a aucune raison de s'inquiéter", reprennent en

choeur tous les journaux bourgeois. Ernst Schwarb, secrétaire de l'Union centrale des Associations Patronales, répondit ce qui suit à la *Basler Zeitung* du 4 décembre 1982 :

"Fondamentalement, je ne pense cependant pas que, jusqu'en 1984, un jeune qui a terminé l'école ait de la difficulté à trouver une place d'apprentissage, même s'il s'agit d'un deuxième ou d'un troisième choix".

Toutes ces prévisions se fondent cependant sur des données générales portant sur l'ensemble des places d'apprentissage. Les données plus détaillées que nous publions dans la colonne ci-contre rétablissent la vérité de bien plus près !

Que font les syndicats ?

On peut se demander dès lors ce que font les représentants des syndicats dans le groupe de travail de l'OFIAMT mentionné ci-dessus. Il serait temps qu'ils dénoncent publiquement de tels clubs de maquignons au lieu d'y garder prudemment leur place.

Il est d'autant plus réjouissant, dans ces conditions, que des voix se soient affirmées, du côté des organisations ouvrières, contre l'optimisme mensonger de l'OFIAMT. La plus remarquable est celle de l'Association suisse des cadres techniques d'entreprise. Forte de 14 000 membres, elle connaît de près la situation : "L'OFIAMT

peint les choses en rose, dans des régions ou des branches décisives, on assiste à une diminution massive des places d'apprentissage", indique un communiqué de l'association.

Hanspeter Bühler, membre de la direction de la firme Bühler AG à Uzwil, le confirme à sa manière dans le Bulletin du Crédit Suisse de décembre 1982 : "Nous aurons besoin à l'avenir de davantage de travailleurs qualifiés bien formés que le marché du travail n'en offre actuellement".

Quant à Viktor Moser, responsable de la jeunesse à l'Union Syndicale Suisse, qui avait combattu jadis notre initiative, il se défend lui aussi contre ces attaques envers les jeunes et soutient la proposition du PSO en faveur d'ateliers publics, comme une solution importante. Nous ne pouvons que nous en féliciter.

Il faut rompre le monopole du patronat sur la formation professionnelle. Les intérêts des jeunes et des travailleurs ne doivent pas passer derrière ceux du profit. Des ateliers publics d'apprentissage et de recyclage orientés sur des professions qualifiées et d'avenir, sont une réponse pour ceux qui sont condamnés à des voies de garage, qui vivent dans des régions où l'offre de places est insuffisante et pour toutes celles et tous ceux qui ont besoin de pouvoir se recycler.

Cette perspective peut permettre au mouvement ouvrier de défendre une position qui soit la sienne face à la crise de la formation professionnelle. Combinée avec une défense efficace de l'emploi, une diminution massive du temps de travail et la nationalisation des trusts les plus importants, elle offre une réponse d'ensemble à la crise capitaliste qui doit être développée aujourd'hui.

F. Osterwalder

Hermes Precisa International (HPI), Yverdon :

« Les travailleurs sont au cœur d'une immense partie de poker internationale »

* ENTRETIEN AVEC UN TRAVAILLEUR DE HPI.

Petite baronnie industrielle du Nord vaudois, HPI s'appelait il y a quelques années encore Paillard SA. Depuis, sa recherche permanente d'alliés au niveau européen n'a cessé d'apporter son lot de licenciements et de transferts pour les travailleurs de l'ex-Paillard. De l'accord avec le géant autrichien Eumig à la tentative de rapprochement avec CII - Honeywell Bull, pour finir par le rachat par le trust italien Olivetti. Instruits par l'expérience, les travailleurs n'attendaient rien de bon de cette mainmise.

Avec raison : en juillet 1982, la direction de HPI demande des candidats volontaires au licenciement, en leur offrant une prime de 3 à 6 mois de salaire selon l'ancienneté.

Il n'y aura cependant qu'une soixantaine de candidats sur les 120 qu'espérait la direction. Début décembre, l'entreprise annonce 210 licenciements; son directeur évoque la possibilité de l'implantation d'une usine en France. Comment les travailleurs d'HPI ont-ils réagi à cela ? C'est ce que nous avons demandé à l'un d'eux.

— L'annonce des licenciements provoqua la consternation, l'inquiétude, la peur individuelle de figurer sur la liste des "victimes". Chacun espérait malgré tout échapper au "massacre". L'annonce d'une implantation éventuelle d'usine en France n'étonna, je crois, pas beaucoup de monde bien qu'elle ait été démentie par la direction. Les travailleurs savent qu'ils sont au cœur d'une immense partie de poker internationale où se joue le sort de centaines de milliers d'emplois (et de centaines de millions de bénéfices !!).

* On parle d'une nouvelle demande de départs volontaires avec cette fois-ci 4 à 8 mois de salaire d'indemnité, d'une diminution du temps de travail avec une diminution correspondante du salaire. Qu'en est-il exactement ?

Et la compensation du renché-

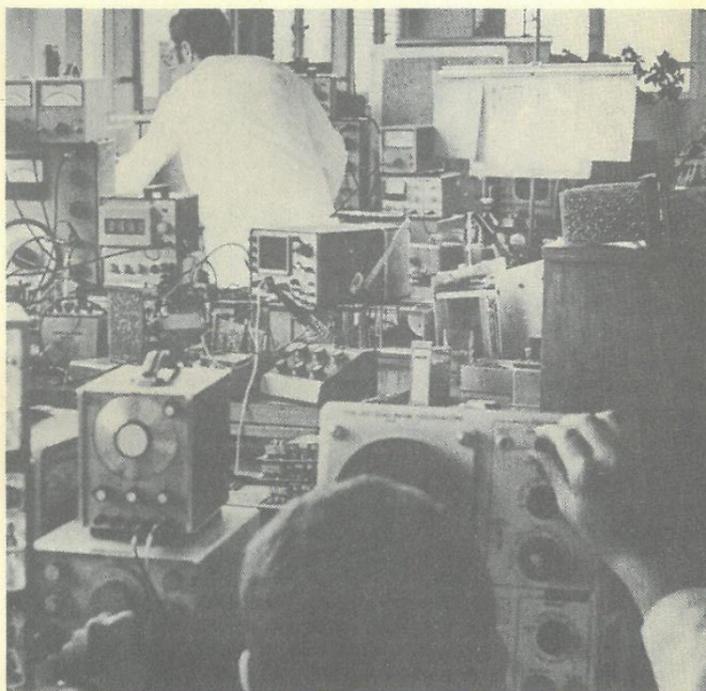
risement, que devient-elle ?

— En effet, à la suite de l'annonce des licenciements, les commissions d'entreprise ont demandé qu'un nouveau plan de "départs volontaires" soit mis sur pied, ce qui fut accepté. Il s'agit en fait de "licenciements volontaires" puisque la liste des travailleurs licenciés était prête et que, dès le 14 décembre, les personnes concernées étaient convoquées individuellement par les différents chefs de service leur annonçant qu'ils seraient licenciés pour fin mars/avril 1983 s'ils n'acceptaient pas de partir immédiatement aux conditions discutées avec les commissions d'entreprise. Soit de 3,5 à 7,5 mois de salaire suivant l'ancienneté avec garantie de compensation du chômage jusqu'à 85 o/o jusqu'à la fin du droit aux prestations. L'idée de diminuer l'horaire hebdomadaire de 2 heures

et demie (non-payées) pour éviter environ 80 licenciements fut avancée par les employés, acceptée par une assemblée des ouvriers syndiqués d'Yverdon, présentée à la direction en séance paritaire, mais sans avoir été discutée. Cette proposition réclame en même temps la pleine compensation du renchérissement, contestée actuellement par la direction qui veut geler les salaires durant au moins 6 mois. La FTMH ira en tribunal arbitral pour essayer d'obtenir cette compensation avec effet rétroactif.

* Quelle a été l'attitude de la FTMH (l'usine d'Yverdon est syndiquée à 50 o/o, celle de Sainte-Croix à 80 o/o) ?

— Fidèle à sa politique de concertation basée sur "la confiance et la bonne foi réciproques", la FTMH maintient ce qu'elle appelle le "dialogue" avec la direction et essaie de sauver les meubles en camouflant les licenciements en "départs volontaires", négociant des indemnités (comme on l'a vu). Ce faisant elle joue son rôle traditionnel d'assistant social du capitalisme suisse puisqu'à aucun moment elle ne cherche à mettre en cause la politique patronale admettant les restructurations, ne s'opposant pas aux licenciements, n'ayant aucune stratégie offensive pour essayer d'imposer un autre rapport de forces. A aucun moment, elle n'a essayé de mobiliser les travailleurs, préférant négocier dans le plus grand secret des accords qui n'ont jamais pu être discutés. Nous voyons aujourd'hui les conséquences de cette politique : des travailleurs découragés, démotivés, ne croyant



plus au syndicat et demain encore moins qu'aujourd'hui puisque même des membres de la FTMH — dont un membre de la commission d'entreprise — sont licenciés sans que cela provoque la moindre protestation.

* Quelle a été l'attitude de la municipalité d'Yverdon ?

— Passive. J'ai juste entendu le syndicat à la radio exprimer son inquiétude.

* Y a-t-il des divisions entre les ouvriers d'Yverdon et de Sainte-Croix ?

— Il y a des réactions différentes. A Sainte-Croix, on s'en prend davantage aux frontaliers. Je vois plutôt des divisions de toutes sortes dues principalement à l'ambiance dans l'entreprise entretenue par la politique des salaires au rendement. La FTMH entretient aussi la division entre ouvriers syndiqués et non-syndiqués, comme si les uns étaient meilleurs que les autres !

* Quelles revendications faudrait-il avancer maintenant et que faudrait-il faire ?

— J'aimerais d'abord dire qu'à mon avis, devant l'internationalisation toujours plus marquée des grandes entreprises (et HPI est totalement intégrée dans cette internationalisation), seule une internationalisation de l'action syndicale aura quelques chances d'imposer d'autres solutions. Olivetti, par exemple, pratique la même politique partout où elle est implantée : en Italie, en Espagne, au Mexique.

D'autre part, dans une économie de marché, dont le profit est le moyen de fonctionnement, où la compétition économique est une véritable religion d'Etat, y compris dans les milieux politiques de gauche (voir les déclarations de Chevènement en France !), le travailleur ne peut, en définitive, être considéré que comme une marchandise et rien d'autre (le chef du personnel disait à une ouvrière licenciée, âgée de 51 ans, dont 20 ans dans l'entreprise : "Que voulez-vous, dans n'importe quelle entreprise, on ne peut pas faire de sentiment").

Dans cette perspective, que faire ? Il me semble qu'il faut dire aux travailleurs que s'ils ne veulent pas être éternellement les victimes de ce putain de régime capitaliste, il faudrait qu'ils commencent enfin à se mobiliser pour le changer ! Voilà pour le long terme et pourtant c'est prioritaire !

A court terme, une mobilisation internationale des travailleurs pourrait imposer une baisse draconienne des horaires : 30 à 35 heures par semaine, pour donner du travail à plus de monde puisque la productivité générale et la robotisation s'accroissent. D'autre part, une nationalisation de l'industrie et des banques avec la volonté d'un gouvernement d'imposer au patronat le maintien des emplois dans le pays, avec réinvestissement des profits dans la recherche par exemple pourrait assurer une plus grande stabilité à notre économie.

*** CAPITALISME ET CRISE ***

Etats-Unis :

Les "travailleurs découragés"

L'administration américaine, si avare en crédits sociaux, regorge par contre d'imagination administrative. Une nouvelle catégorie de chômeurs vient en effet d'apparaître dans ses statistiques : celle des "travailleurs découragés". Non, il ne s'agit pas d'ouvriers souffrant de vague à l'âme, mais plus prosaïquement de chômeurs qui n'ont même pas déposé de demande pour toucher des allocations de chômage. En décembre 1982, ils étaient 1,8 millions dans ce cas aux Etats-Unis.

Un, en revanche, qui n'est nullement découragé, c'est bien Ronald Reagan, malgré les effets sociaux catastrophiques de sa politique. Il est vrai que lorsque l'on a comme lui une fortune estimée à 2 millions de dollars au minimum (*Der Spiegel*, 10 janvier 1983), il y a certains besoins sociaux qui vous échappent... Surtout lorsque

l'on s'entoure de collaborateurs dont sept au moins sont multimillionnaires et 25 autres millionnaires (selon l'ouvrage de R. Brownstein et N. Easton, *Reagan's Ruling Class*).

Mais revenons aux chômeurs américains, dont le nombre a dépassé, en décembre 1982, la barrière des 12 millions (soit 10,8 o/o de la population). Ils se recrutent — pour ainsi dire — essentiellement chez les travailleurs manuels (taux de chômage : 16,5 o/o), chez les Noirs (taux de chômage : 20,8 o/o) et chez les moins de vingt ans (taux de chômage : 24,5 o/o). Autant dire que si vous êtes un jeune ouvrier noir, les chances de trouver du travail sont proches de zéro.

Et le système des allocations de chômage aux Etats-Unis vient encore aggraver ces inégalités. Il fonctionne en effet différemment selon les Etats, que ce soit en ce qui concerne la durée du versement des allocations (28 semaines en Virginie occidentale à moins

d'une semaine dans le Wisconsin) ou le montant des allocations (240 dollars par semaine dans le Massachusetts — soit environ 1 900 francs par mois — à 85 dollars dans l'Indiana — soit environ 680 francs par mois).

En outre, la majorité des chômeurs américains ne touchent pas d'indemnités. *Le Monde* du 9 janvier 1983, à qui nous empruntons ces chiffres, indique en effet que "les allocations de chômage n'ont été distribuées qu'à 5,6 millions de personnes en décembre, ce qui veut dire que 53 o/o des personnes sans emploi n'en bénéficiaient pas, parce qu'elles ne correspondaient pas aux critères voulus ou avaient dépassé la durée légale. S'y ajoutaient 1,8 million de "travailleurs découragés" (+ 0,2 millions en décembre)".

Mais qui dont se félicitait en Suisse de la poigne de Reagan ? Ah, oui, l'actuel président de la Confédération, le social-démocrate Aubert...

Burke

Pour la diminution du temps de travail, il nous faut rapidement :

UNE INITIATIVE POUR LES 40 HEURES, VERS LES 38 HEURES

La durée réelle du travail en Suisse est proche, en moyenne, de 44 heures par semaine. C'est beaucoup trop !

Le stress au travail augmente depuis des années. Les licenciements et le chômage partiel rendent plus nécessaire que jamais un partage du travail existant entre tous. Dans la plupart des pays européens, les salarié(e)s travaillent 40 heures ou moins encore (France : 39 heures; Suède : 35,6 heures; Etats-Unis : 35,3 heures) par semaine.

Il faut riposter au refus de la semaine de 40 heures par le patronat et l'Etat.



— Toi aussi, tu as trop de boulot ?

— Non. Moi, je n'en ai pas assez.

Un premier pas : le congrès de l'Union syndicale suisse (USS) décide de lancer une initiative pour la diminution du temps de travail

En octobre 1982, les délégué(e)s au Congrès de l'USS décidèrent, à une très large majorité, de riposter à cette intransigeance patronale. Ils optèrent pour le lancement par l'USS d'une initiative pour la diminution du temps de travail.

Aujourd'hui, trois mois après, l'USS n'a pas encore élaboré de projet d'initiative, ni encore commencé à discuter des modalités de son lancement. Certains dirigeants syndicaux disent ouvertement que l'initiative ne pourra être lancée qu'en 1984 ! Or, c'est aujourd'hui que le patronat se montre intransigent. C'est aujourd'hui qu'il faudrait pouvoir disposer d'un instrument nous permettant de nous mobiliser, tous ensemble. L'initiative décidée par le congrès de l'USS peut devenir un instrument pour cette mobilisation. A la condition, toutefois :

- qu'elle soit lancée rapidement,
- que son contenu puisse mobiliser l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

C'est dans cet esprit que le Parti socialiste ouvrier (PSO) adresse à l'USS, ses fédérations et ses membres, ainsi qu'à l'ensemble des organisations ouvrières un projet de

texte d'initiative demandant la semaine de 40 heures pour aller vers la semaine de 38 heures.

La Confédération doit légiférer (art. 1 bis du projet).

La durée maximum du travail est réglée, en premier lieu, par une série de lois fédérales. Ces lois sont complétées par les Conventions collectives de travail (CCT), qui prévoient normalement une durée du travail inférieure à celle prévue par la loi.

Aujourd'hui, l'obtention de la semaine de 40 heures est bloquée tant au niveau légal, comme c'est le cas pour le personnel de la Confédération, qu'au niveau des Conventions collectives de travail. Dans de nombreux cantons et communes, l'Etat refuse toute diminution du temps de travail en prenant prétexte de l'intransigeance de la Confédération en la matière. De même, dans le privé, de nombreux secteurs de salarié(e)s sont soumis à des Conventions collectives de travail insatisfaisantes, ou ne bénéficient d'aucune CCT.

En exigeant une diminution de la durée légale du travail, les salarié(e)s peuvent agir ensemble, qu'ils soient du privé ou du public.

Il faut les 40 heures, pour aller vers les 38 heures (dispositions transitoires, alinéas 1 et 2).

Le principe du projet est simple : dès l'acceptation de l'initiative, la durée légale du travail diminuera de deux heures par année, jusqu'aux 40 heures, et ensuite d'une heure par année jusqu'aux 38 heures. La revendication des 40 heures va de soi. Pourquoi alors revendiquer les 38 heures ?

Premièrement, une initiative lancée prochainement sera votée, si tout va bien, à la fin des années 80, début des années 90. Toute initiative doit donc être tournée vers l'avenir. D'ailleurs, certains secteurs de salariés disposent déjà de la semaine de 40 heures (industrie graphique). D'autres disposeront de la semaine de 40 heures — ou presque — lors de la votation.

Deuxièmement, les syndicats européens ont inscrit la lutte pour les 35 heures à leur programme. Dans de nombreux pays capitalistes (Suède, Belgique, France, Etats-Unis) la durée réelle du travail est inférieure à 40 heures. L'avenir est donc à la semaine de 35 heures. L'USS l'a bien compris puisqu'elle a officiellement soutenu cette position des syndicats européens en Suisse aussi. Il est donc indispensable que l'initiative fasse un pas décidé en direction des 35 heures.

Il faut que tous les salarié(e)s bénéficient de l'initiative (dispositions transitoires 1 et 2). De nombreuses lois différentes règlent la durée du travail de diverses catégories de salariés. C'est la raison pour laquelle le texte de l'initiative se réfère à toutes ces lois.

La Loi sur le travail (al. 1 disp. trans.) fixe actuellement à 45 heures la durée maximum de travail pour les salarié(e)s des entreprises industrielles, le personnel de bureau, le personnel technique et les autres employés, y compris le personnel de vente des grandes entreprises du commerce de détail. La durée maximum de travail est fixée à 50 heures pour les autres salarié(e)s soumis à la loi sur le travail (par exemple dans le bâtiment).

L'Ordonnance concernant les chauffeurs s'applique aux chauffeurs professionnels du secteur privé. La durée maximum du travail (temps d'attente compris) est de 48 heures pour les chauffeurs de poids lourds et de 53 heures pour les chauffeurs de taxi.

La Loi sur la durée du travail s'applique aux chauffeurs de toutes les entreprises de transport public (entre autres PTT, CFF, trams, entreprises de transport concessionnaires de l'Etat). Cette loi ne fixe pas, pour le moment, la durée maximum de la semaine de travail.

La Loi fédérale sur le statut des fonctionnaires fixe à 44 heures la durée moyenne du temps de travail pour le personnel de la Confédération.

Le personnel des administrations cantonales et communales n'est soumis à aucune des lois précitées. Mais, en cas d'acceptation de l'initiative, il est pratiquement exclu

qu'ils ne bénéficient pas de la diminution accordée au personnel de la Confédération.

La diminution prévue n'est pas trop rapide

Le patronat et l'Etat ne sont jamais pressés d'accorder une diminution du temps de travail. Pour une initiative qui sera, le cas échéant, mise en application à la fin des années 80, le rythme prévu est tout juste suffisant.

Tout d'abord, les lois fixent des maxima. Dans la réalité, le temps de travail est normalement en dessous de ces maxima.

Ensuite, le temps de mise en application sera prolongé, précisément à cause de cette différence entre l'horaire légal et l'horaire réel. Prenons un exemple, celui d'un salarié dont le temps de travail légal est de 50 heures selon la loi sur le travail. Si ce salarié travaille en réalité 46 heures par semaine l'année de l'entrée en vigueur de l'initiative, il ne bénéficiera pas de la diminution légale du temps de travail durant les deux premières années (48 heures et 46 heures). L'initiative ne le concernera qu'après la troisième année. Ce délai permettra aux salariés de disposer du temps suffisant pour lutter contre toute diminution de salaire.

Certains salarié(e)s font l'objet de discriminations scandaleuses. Seront-ils également avantagés par l'initiative ? (Alinéa 3 des dispositions transitoires.)

La Loi sur le travail prévoit, il est vrai, de telles discriminations. Ainsi, le personnel de service de l'hôtellerie peut, selon la loi, être obligé de travailler 60 heures par semaine. Le personnel des cliniques et hôpitaux privés peut de même être obligé de travailler jusqu'à 55 heures par semaine.

Il faut que ces catégories puissent également bénéficier d'une réduction substantielle de la durée du travail. C'est pourquoi l'initiative demande que la législation introduise, au minimum, une diminution du temps de travail dans les mêmes délais et proportionnellement aussi importante que celle prévue pour les autres salarié(e)s.

Une telle diminution de l'horaire légal représentera entre 7 à 10 heures en tout sur 5 à 7 ans.

Le PSO présente-t-il un projet définitif ?

Non. Ce projet est destiné à la discussion. Il est basé sur le texte de l'initiative de l'USS de 1976 pour les 40 heures, qui connut une fin prématurée dès la récolte de signatures. Il doit contribuer à combler le retard déjà pris par l'USS dans l'élaboration de son propre projet d'initiative. Aussi, toute discussion qui pourra être soulevée ainsi sera la bienvenue.

A. Meylan

PROJET D'INITIATIVE POUR LA DIMINUTION DU TEMPS DE TRAVAIL

Les citoyennes et citoyens soussignés, ayant le droit de vote, demandent par la voie de l'initiative populaire, que l'art. 34^{ter} de la Constitution fédérale soit complété comme il suit :

I.

1 bis. La Confédération légifère en vue d'assurer la réduction de la durée du travail pour les travailleuses et les travailleurs.

II.

Dispositions transitoires :

1. Pour les travailleuses et les travailleurs auxquels s'appliquent la loi sur le travail ou l'ordonnance concernant les chauffeurs la durée maximum de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration d'un délai d'une année dès l'adoption de l'art. 34^{ter}, alinéa 1^{bis}. Ensuite, elle sera réduite chaque année, de deux heures au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne quarante heures et d'une heure au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne trente-huit heures.
2. Pour les travailleuses et les travailleurs auxquels s'appliquent la loi sur la durée du travail ou la loi fédérale sur le statut des fonctionnaires la durée moyenne de la semaine de travail est réduite de deux heures au moins à l'expiration d'un délai d'une année au plus dès l'adoption de l'art. 34^{ter}, alinéa 1^{bis}. Ensuite, elle sera réduite chaque année, de deux heures au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne quarante heures, et d'une heure au moins jusqu'à ce qu'elle atteigne trente-huit heures.
3. Pour les travailleuses et travailleurs qui font l'objet de dispositions spéciales (art. 27 de la loi sur le travail), la législation prévoira, au minimum, une diminution du temps de travail dans les mêmes délais et proportionnellement aussi importante que celle prévue par les alinéas 1 et 2 ci-dessus.

"INPRECOR" : * En juin de cette année, la Confindustria a dénoncé l'accord de 1975 sur l'échelle mobile. La Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale, a lancé une pétition contre cette mesure. Peux-tu nous dire quelle forme a pris cette campagne et quel accueil elle a reçu ?

Elettra DEIANA : — L'initiative a été lancée par des délégués de plusieurs usines du Nord de l'Italie, en particulier de l'Alfa Romeo et de la Face Standard de Milan, de la Breda de Brescia et de la Coordination des ouvriers de l'usine FIAT en "cassa integrazione" (ils sont plusieurs dizaines de milliers !).¹⁾

A la base de cette initiative se trouvait la conviction que, face à l'attaque de la Confindustria et du patronat en général, une résistance très large des travailleurs pouvait se développer. Cette conviction se fondait sur des faits très précis comme, par exemple, les prises de position de secteurs très nombreux de la classe ouvrière en défense de l'échelle mobile, ou le fait que les Congrès syndicaux de 1981 s'étaient prononcés pour le maintien de l'accord de 1975.²⁾

L'initiative des ouvriers métallurgistes de la LCR a pris la forme d'une collecte de signatures sur un appel adressé à la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL, appel qui demandait aux directions de promouvoir l'action pour la défense de l'échelle mobile jusqu'à ce que la décision patronale soit révoquée sans conditions, en particulier en rejetant le chantage de la Confindustria, qui menaçait de ne pas renouveler les contrats collectifs, si les travailleurs n'acceptaient pas la dénonciation de l'accord de 1975 sur l'échelle mobile.

L'initiative a eu immédiatement une audience énorme parmi les travailleurs; en quelques jours, plusieurs milliers de signatures ont été collectées dans les usines des trois villes d'où l'appel était parti.

Il y a eu une première tentative visant à étendre l'initiative à l'occasion de la grève générale du 25 juin dernier, qui a vu près d'un demi-million de travailleurs dans la rue à Rome. La grève avait été organisée par les directions syndicales, officiellement pour protester contre la décision de la Confindustria, mais, en fait, pour canaliser le vaste mouvement de protestation qui se dessinait dans les entreprises.

Au cours de la manifestation de Rome, les initiateurs de la pétition ont installé des stands pour récolter des signatures et, là aussi, l'impact a été important. De nombreux délégués et responsables des conseils d'usines ont non seulement signé l'appel, mais l'ont pris pour le faire signer dans leurs entreprises. Il est particulièrement significatif que de nombreux représentants des conseils d'usine se soient montrés disposés à reprendre l'initiative à leur compte, dans la mesure où ils représentaient la colonne vertébrale militante de la classe ouvrière italienne.

On a pu en voir un autre exemple à Milan. Après la grève du 25 juin, nos camarades ont été collecter des signatures lors de la réunion du Conseil général régional de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL. Et là, 180 représentants de conseils d'usine ont pris l'appel pour le faire signer autour d'eux.

En juillet, les camarades ont porté l'appel, signé par plus de 50 000 travailleurs, à la direction syndicale à Rome et ont organisé une conférence de presse à cette occasion, conférence largement rapportée dans les journaux, comme d'ailleurs les différentes phases de l'initiative l'avaient été.

* **Comment ont réagi les directions syndicales face à cette campagne ?**

— Pour comprendre la réaction des directions syndicales, il faut tenir compte de deux éléments : tout d'abord, il faut savoir qu'elles se sont attachées à élaborer un document, accepté par les trois composantes de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL, qui prévoit la remise en cause des éléments essentiels de l'accord de 1975 sur l'échelle mobile.³⁾ Mais il faut aussi tenir compte des réactions très fortes qui sont apparues au sein des organisations syndicales, y compris dans des secteurs importants de l'appareil, contre la décision de la Confindustria.

L'initiative lancée par les camarades de la LCR entrainait donc en résonance avec ces différenciations profondes à l'oeuvre au sein des confédérations. Par exemple, en juillet, la direction de la FLM (Fédération de la métallurgie) du Piémont, à qui les camarades avaient remis les signatures collectées dans les usines de la région de Turin, jugeait, dans un communiqué de presse, cette initiative "utile car elle vise à sensibiliser les travailleurs sur une question décisive pour tout le mouvement syndical". Elle s'engageait, dans le même communiqué, à poursuivre la lutte pour "le renouvellement des contrats, la révocation de la dénonciation de l'accord sur l'échelle mobile et la création de nouveaux postes de travail".

On a enregistré des réactions similaires à d'autres niveaux du syndicat. Par exemple, le conseil d'usine de l'Alfa Romeo de Milan a offert aux initiateurs de l'appel dans cette ville d'utiliser son local pour organiser leur conférence de presse. Et cela n'est pas seulement dû au fait que les ouvriers de la LCR ont un poids important dans ce conseil d'usine, mais aussi à la sympathie que leur initiative avait rencontré chez les travailleurs.

D'autre part, il est évident que les sommets syndicaux ont, eux, cherché à ignorer l'initiative et n'ont, par exemple, pas rendu compte de la rencontre avec la délégation qui était venue leur remettre les signatures à Rome.

Cette réaction est dans la ligne de leur attitude générale face à tout ce qui remet en cause leur politique de concessions au patronat.

Pour comprendre toute la portée des contradictions à

Depuis plusieurs années, le patronat italien, regroupé dans la Confindustria, mène une campagne vigoureuse pour diminuer le "coût du travail", c'est-à-dire pour raboter voire supprimer bon nombre d'acquis des travailleurs. Une première tentative de mise en cause de l'échelle mobile des salaires (qui assure l'indexation au renchérissement et le resserrement de l'éventail des salaires) avait été repoussée en 1981, grâce à une forte réaction ouvrière. Cette offensive patronale avait toutefois trouvé une oreille attentive dans les directions syndicales, largement engagées sur le terrain de la gestion de l'austérité.

En juin 1982, le patronat italien remet ça et se dit prêt à dénoncer l'accord de 1975 sur l'échelle mobile. La grève générale du 25 juin, avec sa manifestation de 500 000 personnes à Rome, montrera que les travailleurs n'entendent pas céder sur l'échelle mobile. Les directions syndicales se déclareront toutefois prête à négocier le "refroidissement" de ce système d'indexation.

L'importance de l'opposition ouvrière à cette attitude a amené nos camarades de la LCR (Lega Comunista Rivoluzionaria, section italienne de la IVe Internationale) à lancer une pétition disant : "Nous voulons que les directions de nos syndicats s'engagent pour la défense de l'échelle mobile". En moins de quinze jours, 50 000 signatures étaient récoltées (10 000 à Turin — dont 2 000 participants à la conférence ouvrière du Parti communiste italien (PCI) —; 10 000 à Milan, etc.).

Elettra Deiana, dirigeante de la LCR rend compte dans l'entretien ci-dessous des effets et des résultats de cette campagne, alors qu'en page 7, Ciccio Maresca, délégué du conseil d'usine de l'Italsider à Tarente et membre de la direction de la LCR explique le déroulement de la lutte pour l'échelle mobile dans cette entreprise. Ces deux entretiens — dont nous ne publions que des extraits — sont parus dans Inprecors no 139 du 20 décembre 1982.

Italie :



l'oeuvre au sein des organisations syndicales, dont ce que je viens de décrire n'est qu'un petit symptôme, il faut tenir compte de ce qui s'est passé lors de la consultation organisée parmi les travailleurs sur le document du secrétariat de la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL, qui synthétisait les concessions que les directions étaient disposées à faire. Au cours de cette consultation, nos camarades se sont battus pour le rejet de ce document en y opposant une plate-forme de lutte susceptible de relancer l'initiative ouvrière contre l'offensive patronale. Cette initiative n'est pas restée isolée. En effet, le document officiel a été rejeté par la majorité des travailleurs qui ont participé aux assemblées (cf. interview ci-après de Ciccio Maresca sur l'exemple de l'Italsider de Tarente).

Ce rejet a pris des formes multiples, car il ne s'est pas traduit dans une prise de position en faveur d'une alternative. Certains ont rejeté le document sans rien lui opposer; d'autres ont voté le texte défendu par nos camarades; d'autres enfin ont proposé des amendements au document officiel, qui ne remettaient pas en cause l'orientation de la direction mais seulement ses conséquences les plus immédiates.

La bataille centrée sur les amendements — menée en particulier par la FLM — a permis ensuite toutes sortes de manipulations de la part des directions syndicales. Mais, au-delà de la critique que nous avons fait de cette tactique, il est important de comprendre les profondes contradictions qu'elle révèle.

* Cette campagne a-t-elle eu un écho auprès des militants du PCI et, de façon générale, comment ce parti a-t-il réagi sur la question de l'échelle mobile ?

— Pour répondre, il suffirait de dire que la majorité des signataires de l'appel sont des camarades du PCI, des militants de base et, dans certains cas, des cadres syndicaux communistes.

En juillet, le quotidien du PCI, *L'Unità*, a parlé à plusieurs reprises de la collecte de signatures en cours. En réalité, l'attitude du PCI face à la question de l'échelle mobile est symptomatique des problèmes bien plus généraux auxquels il est confronté dans la période actuelle. A la différence de ce qu'il avait fait lors de la précédente consultation sur le "toit" de 16 o/o à imposer aux salaires (qu'il avait soutenu), le PCI a, cette fois-ci, adopté une attitude beaucoup plus prudente face aux propositions de la direction syndicale, ouvrant ainsi des brèches dans lesquelles pouvait s'engouffrer en partie le mécontentement que sa propre base ouvrière avait exprimé.

En septembre et octobre, *L'Unità* a publié de nombreuses lettres de protestation de militants ouvriers contre la politique des sommets syndicaux. Il ne s'agissait pas, bien sûr, d'une décision du PCI de prendre la tête du mouvement de protestation, mais cela illustrait sa volonté de ne pas apparaître, une fois de plus, en opposition aux secteurs ouvriers les plus combattifs.

En même temps, le PCI voulait empêcher que l'on en arrive à un affrontement ouvert entre ces secteurs et la direction syndicale, et il a donc cherché à proposer des médiations acceptables d'un côté comme de l'autre. Il a ainsi largement inspiré la tactique d'amendements adoptée par la FLM.

Ces préoccupations du PCI sont apparues clairement dans un article de Gerardo Chiaromonte dans *L'Unità* du 3 novembre, au moment de la consultation. Il y affirme que la question du coût du travail avancée par le patronat et acceptée par la Fédération syndicale unitaire est un problème réel. Mais il introduit aussitôt des distinctions en expliquant que ce n'est pas le seul problème, qu'il y a plusieurs façons d'y répondre et que, peut-être, celle choisie par la Fédération syndicale unitaire CGIL-CISL-UIL n'est pas la plus adéquate. En conséquence, conclut-il, la consultation devrait offrir la possibilité aux travailleurs d'améliorer cette proposition. Cet article a provoqué, comme on peut facilement l'imaginer, des polémiques sans fin entre les différents composants de la Fédération syndicale unitaire. Dans une conférence de presse, Gerardo Chiaromonte a précisé que le PCI n'avait nullement l'intention de faire échouer le document syndical, qu'il n'avait aucune proposition alternative, mais que les travailleurs ne l'accepteraient pas. C'est pourquoi il fallait, selon lui, le reformuler en partie pour le rendre acceptable.

*** Peux-tu nous dire plus en détail comment s'est déroulée la consultation dans les entreprises et quels en ont été les résultats réels ?**

— J'ai déjà parlé plus haut du rejet massif du document par les travailleurs. Mais il faut préciser les éléments les plus significatifs de la consultation. Tout d'abord, il convient de dire que, partout où des motions alternatives ont été présentées et défendues (presque exclusivement là où étaient présents nos camarades), elles ont remporté l'écrasante majorité des voix des travailleurs. C'est le cas de grandes usines de Turin comme l'Aeritalia, la Bertone, de nombreux ateliers de la FIAT; c'est aussi le cas de grandes usines de Milan et de Brescia, ainsi que de l'Italsider de Tarente.

Il faut noter que, dans toutes les usines, les responsables syndicaux — qui avaient tiré les leçons de la consultation précédente — avaient organisé une habile mise en scène. Ils ont cherché à commencer la consultation dans les usines les moins combatives, etc. Malgré cela, là où la bataille d'opposition a été menée, elle a reçu l'adhésion de la majorité des travailleurs, même en présence de dirigeants syndicaux de grand prestige comme Bruno Trentin (dirigeant de la CGIL communiste), qui était venu en personne à la TB et à la Breda de Brescia. Il a eu 20 voix pour sa proposition et 600 contre. A la Nuova Pignone de Florence, Del Piano (CISL démocrate-chrétienne) a été tellement contesté qu'une véritable révolte a éclaté dans l'assemblée quand il a voulu reprendre la parole, et qu'il a dû s'enfuir. A l'usine Falck de Milan, Pierre Carniti, autre dirigeant de la CISL, a tout simplement refusé de se rendre à l'assemblée, après avoir appris que le conseil d'usine avait l'intention de présenter un texte alternatif au document syndical.

Tous ces exemples illustrent bien l'atmosphère qui existait dans les entreprises. Même la bataille pour les amendements ne s'est pas déroulée de façon aussi linéaire que l'auraient souhaité ses initiateurs. Par exemple, le conseil d'usine de l'Alfa Romeo d'Arezzo, ou la FIOM de Brescia, ont présenté des textes bien plus avancés que les amendements de la FLM.

Il ressort des résultats que les secteurs traditionnellement les plus combattifs ont rejeté la plate-forme de la direction syndicale. Une analyse plus détaillée des votes permettrait de faire ressortir d'autres éléments significatifs. Par exemple, dans la province de Milan, les fonctionnaires et les enseignants ont rejeté en masse le document syndical.

Mais ces résultats n'ont absolument pas été pris en considération par les directions syndicales, qui ont fait preuve à cette occasion, comme jamais encore à ce point par le passé, d'un mépris total de la volonté des travailleurs. Elles ont tout simplement maintenu leur document comme si rien ne s'était passé.

*** Parallèlement à la conclusion de la consultation syndicale s'est ouverte une nouvelle crise de gouvernement avec la démission de Spadolini. Penses-tu qu'il y a un lien entre ces deux événements ?**

— Le gouvernement Spadolini avait joué un rôle essentiel pour mettre au centre des discussions avec le mouvement syndical la question du coût du travail. Au début même de la consultation, Spadolini avait déclaré sans détours que si les travailleurs n'acceptaient pas le document syndical et que, en conséquence, patronat et syndicats n'arrivaient pas à un accord sur le coût du travail, il bloquerait l'échelle mobile par décret.

Pourtant, le Parti socialiste italien (PSI) et le PCI, ainsi que les confédérations syndicales, n'ont rien fait pour favoriser la dynamique antigouvernementale qui était apparue au cours de la consultation. Le PCI, en particulier, s'est limité à mettre l'accent sur les désaccords entre les composants de la majorité, sans souligner le rôle évident que jouait sur la crise gouvernementale la situation au sein de la classe ouvrière. Il ne fait aucun doute que la capacité de résistance qu'ont démontrée une fois de plus les travailleurs italiens a influé sur le gouvernement et ses composants, en particulier sur le PSI, qui compte sur des élections anticipées pour renforcer son poids politique et qui ne peut ignorer les réactions ouvrières.

*** Amintore Fanfani a été chargé de former le nouveau gouvernement. Il s'agit d'un dirigeant démocrate-chrétien particulièrement discrédité aux yeux des travailleurs, qui avait été tenu à l'écart de tout poste politique important ces dix dernières années et relégué à la fonction honorifique de président du Sénat. Comment se fait-il qu'il soit aujourd'hui chargé de former le nouveau gouvernement ?**

— Le choix d'Amintore Fanfani pour former le nouveau gouvernement indique que le PCI s'est résolu à accepter, au moins temporairement, une nouvelle "centralité" démocrate-chrétienne. Après le scandale de la loge maçonnique P2, le PSI avait espéré écarter durablement la Démocratie chrétienne (DC) de la présidence du Conseil. C'est pourquoi la formation du gouvernement avait alors été confiée au républicain Spadolini. Aujourd'hui, le PSI accepte de nouveau un président du Conseil démocrate-chrétien, et cela ne fait que souligner la situation difficile qui est la sienne au sein de la majorité et représente, aussi, un succès partiel pour le nouveau secrétariat de la DC dirigé par De Mita.

Amintore Fanfani représente un élément médiateur entre les différents courants de la DC, comme on l'a vu lors du dernier Congrès de ce parti. Il avait alors permis le succès de De Mita, et, par la suite, il avait contribué à faire accepter le nouveau secrétaire par tous les courants rivaux.

Mais le choix d'Amintore Fanfani indique surtout la permanence de la crise de direction de la bourgeoisie italienne, qui n'arrive pas à renouveler ses représentants et doit continuer à avoir recours à des personnages aussi usés et discrédités.

La charge confiée à Amintore Fanfani apparaît également comme une prime à un homme qui se bat depuis des années pour une transformation dans un sens présidentiel des institutions italiennes.

*** Comment le PSI et le PCI ont-ils réagi à la nomination d'Amintore Fanfani ?**

— Le PSI voit son projet d'accéder à la présidence du Conseil (qui est l'axe de la politique de son secrétaire Bettino Craxi et par rapport auquel la nomination du républicain Spadolini avait semblé un premier pas) remis en cause. Il va sans doute pousser à la convocation d'élections anticipées à brève échéance, permettant une vérification générale des rapports de forces politiques.

Le PCI se trouve, pour sa part, dans une situation d'impasse et d'immobilisme total depuis l'échec de l'expérience d'Union nationale. Il s'est montré incapable d'avancer la moindre proposition sur la question de la crise, se réfugiant dans la politologie plus ou moins subtile pour masquer son absence d'orientation. Son impasse politique est bien illustrée par le fait qu'il n'a pas été en mesure d'opposer quoi que ce soit à la nomination d'un personnage aussi discrédité aux yeux des travailleurs que l'est Amintore Fanfani.

Propos recueillis par André DURET
Milan, 12 novembre 1982



Gianni Agnelli, patron de la FIAT et pilier de la Confindustria. Un riche bourgeois que l'échelle mobile gêne beaucoup.

- 1) "Cassa integrazione" : caisse de chômage.
- 2) Initialement, les trois centrales syndicales CGIL (communiste), UIL (socialiste) et CISL étaient divisées sur la question de l'échelle mobile. La CGIL et l'UIL ont critiqué en 1981 les propositions avancées par l'économiste de la CISL (centrale syndicale démocrate-chrétienne) Tarantelli, qui proposait une modification de l'échelle mobile allant dans le sens d'une fixation préalable d'un plafond d'inflation estimé à 16 o/o pour 1982, 12 o/o pour 1983 et 8 o/o pour 1984. Encore lors de leurs Congrès nationaux de fin 1981, la CGIL et l'UIL ont maintenu officiellement la ligne "on ne touchera pas à l'indexation".
- 3) La proposition unitaire des centrales syndicales prévoit une modification de l'actuel indice des prix pour, comme l'on dit en Italie "refroidir" l'échelle mobile, c'est-à-dire en réduire les effets correctifs déjà limités de l'inflation. Cela équivaudrait à une réduction de 10 o/o de la progression des rémunérations indexées. Pour faire passer la pilule de l'abandon du principe de ne pas toucher à l'échelle mobile, les directions syndicales ont réclamé dans la foulée une réforme fiscale qui devrait, si elle voyait le jour, protéger les revenus indexés et ne pas les faire passer dans une tranche d'imposition supérieure alors que le pouvoir d'achat n'a pas été augmenté. Globalement, l'ensemble de ces dispositions va néanmoins dans le sens d'un accroissement de l'éventail des salaires et du développement des divisions entre les travailleurs.

La bataille à l'Italsider

*** Comment avez-vous organisé les travailleurs qui n'étaient pas prêts à accepter la politique des directions syndicales, ni le chantage patronal concernant l'échelle mobile ?**

— Dès le début de cet automne, des délégués d'Italsider, des membres du conseil d'usine qui politiquement sont liés au PCI, au PSI, à la LCR ou sont indépendants, se sont rencontrés pour discuter d'une initiative à prendre pour bloquer ces manœuvres des directions syndicales. Nous nous sommes mis d'accord sur le lancement d'une pétition adressée aux directions syndicales pour leur demander de refuser toute négociation avec la Confindustria qui aboutirait à diminuer l'efficacité de l'indexation des salaires sous une forme ou sous une autre. En tant que délégués du conseil d'usine d'Italsider, nous avons constitué un comité de défense de l'échelle mobile. Nous avons préparé ensemble un document dans lequel nous précisons : "L'accord de 1975 doit être défendu intégralement, il s'agit de ne céder devant aucun chantage... C'est l'unique voie pour s'opposer efficacement à l'attaque patronale et pour relancer l'initiative unitaire des travailleurs dans le syndicat". Nous réclamions aussi la possibilité de présenter notre point de vue dans les assemblées ouvrières qui devaient discuter des propositions des directions syndicales avant l'ouverture des négociations avec l'organisation patronale. En quelques jours, nous avons obtenu la signature de 4 000 ouvriers.

*** Pourquoi avez-vous créé ce comité ? Pourquoi n'avez-vous pas agi à travers le conseil d'usine de l'entreprise ?**

— La très large majorité du conseil d'usine s'était alignée sur les positions syndicales, même si, pour certains délégués, cet alignement n'était pas total. Si nous ne prenions pas alors une initiative, nous risquions d'être emprisonnés dans le conseil d'usine et de ne pas pouvoir préparer la riposte et laisser ainsi le champ libre aux manœuvres des confédérations syndicales. Grâce à ce comité, nous avons pu faire tout un travail d'explication du contenu réel des propositions des directions syndicales qui s'est révélé payant.

*** Comment le résultat de ce travail s'est-il traduit, dans l'entreprise, dans la mobilisation contre les atteintes à l'échelle mobile ?**

— Il est tout d'abord apparu lors d'une assemblée ouvrière qui réunissait, dans un cinéma de Tarente, 500 militants dont les délégués du conseil d'usine et les cadres syndicaux. A peine les représentants syndicaux avaient-ils présenté leurs propositions qu'un grand nombre d'intervenants, dont toute une série de membres du PCI et de délégués du conseil d'usine non membres de notre comité, reprenaient certains des arguments et explications que nous avions avancés les semaines précédentes. Nous sommes alors montés à la tribune comme représentants du comité pour y déposer les 4 000 signatures collectées et demander de pouvoir expliquer nos propositions comme l'avaient fait les dirigeants syndicaux. La présidence nous a refusé une telle prise de parole à la tribune, malgré les protestations de la salle, et nous a renvoyés à la possibilité d'intervenir dans le débat depuis la salle. (...)

Après cette assemblée se sont tenues, début novembre, les assemblées d'atelier, qui devaient se prononcer sur la plate-forme syndicale. Les directions syndicales ont commencé les consultations par les petites entreprises de sous-traitance de la région, craignant qu'un "non" massif de l'Italsider n'entraîne l'ensemble des travailleurs de la région à en faire autant. La direction du PCI a d'ailleurs habilement manœuvré en proposant une série d'amendements au texte des confédérations, amendements qui ont été interprétés par les travailleurs comme s'opposant à la ligne générale de la plate-forme. Mais ce vote pour les amendements sera néanmoins comptabilisé comme un vote en faveur de la plate-forme syndicale.

C'est le 8 novembre que les votes par atelier ont commencé à avoir lieu à l'Italsider, d'abord dans des départements où le comité avait la plus grande implantation. Sur les 8 premières assemblées de département, 6 ont rejeté le document des directions syndicales, parmi lesquelles 4 ont approuvé le document alternatif. Dans deux assemblées, une manœuvre des dirigeants a empêché que le document du comité soit soumis au vote. Là où le comité était présent, les résultats furent extraordinaires. Par exemple, dans un atelier, sur 170 votants, 158 se sont prononcés contre la proposition des directions syndicales et 12 en faveur. Dans le même département, 149 travailleurs se sont déclarés en faveur de notre plate-forme alternative et 17 contre.

Le déroulement des assemblées indique que l'affirmation des directions syndicales suivant laquelle elles auraient eu l'appui d'une majorité de travailleurs est strictement fautive. Il ne fait absolument aucun doute que les travailleurs ont refusé ce document et la capitulation face aux attaques contre l'échelle mobile qu'il représente. (...)

Référendum en matière de crédits militaires :

Le PSS va-t-il accepter les signatures du PSO ?

Au mois d'octobre dernier, le Parti socialiste suisse (PSS) avait récolté tout juste 40 000 signatures pour son initiative demandant le droit de référendum en matière de crédits militaires. L'initiative était clairement en danger.

Le Parti socialiste ouvrier (PSO) s'est alors lancé dans la bataille pour sauver l'initiative et la faire aboutir.

En l'espace de deux mois le PSO, en collaboration avec les forces regroupées dans un comité de soutien à l'initiative, a récolté 29 000 signatures.

Le PSS, pour sa part, a récolté dans la même période 25 000 signatures. L'initiative totalise donc à ce jour environ 95 000 signatures. A condition que 25 000 signatures soient encore récoltées d'ici au mois de mars, l'initiative pourra être sauvée.

Le PSS craint l'unité...

"Pluralisme dans la discussion, unité dans l'action", tel était le mot d'ordre affiché par le PSS lors de son dernier congrès. Ce mot d'ordre prend toute son actualité aujourd'hui.

Dès le départ, le PSS a refusé l'action unitaire pour la revendication du droit de référendum. Lors du lancement de l'initiative, il refusa toute unité avec d'autres forces. Une fois l'initiative lancée, nombre de secteurs du PSS, entre autres la fraction parlementaire, les notables, sabotèrent la récolte de signatures. Lorsque le PSO proposa une action commune de sauvetage, le PSS refusa avec mépris.

Actuellement, le PSS doit donc répondre à la question suivante : accepte-t-il les signatures récoltées par le PSO et d'autres forces anti-

militaristes ? Car, contrairement au référendum, les signatures pour une initiative doivent être déposées ensemble. La première réaction venant d'un secrétaire central du PSS a été de dire non. Ce non n'est pas tenable. Les milliers de jeunes et de travailleurs qui ont déjà signé l'initiative ne sauraient accepter ce sectarisme.

... au nom de sa politique favorable aux crédits militaires

Dans une récente rencontre au sommet avec les partis bourgeois, le PSS a signé un texte accordant une priorité aux dépenses d'armement. La revue patronale *Wirtschaftsförderung* commente ainsi cet accord : "Il est frappant que dans un climat politique rude, il soit encore possible d'adopter un document de travail commun et, par-dessus le marché, substantiel. L'exemple cité, à savoir la priorité à accorder aux investissements de la Confédération dans la défense nationale, montre que l'état d'esprit des représentants du PSS était positif." (*Wf*, no 48).

Le PSS vote les milliards demandés par la bourgeoisie pour la cour-

se aux armements. Il vote, en même temps, toutes les restrictions aux dépenses sociales. Il se montre par là fidèle à son soutien sans faille à la politique de militarisation et d'austérité du Parti radical.

C'est au nom de cette politique bien précise que tout ce que le PSS compte comme notables sabote l'initiative. C'est au nom de cette politique que le PSS refuse — pour l'instant — toute unité d'action avec les courants — dont le PSO — qui s'opposent à l'austérité et à la remilitarisation. Ainsi il traduit le sens véritable du mot d'ordre de son dernier congrès, qui a vu la victoire de ceux qui sont le plus attachés aux basques de la politique bourgeoise : va pour les discours pluralistes ; par contre, ne touchez pas à la politique pratique du PSS.

Il n'est pas trop tard pour accepter l'unité

Le PSO, et les forces réunies dans le comité de soutien à l'initiative, n'ont posé aucune condition préalable à la récolte de signatures. Ils s'y sont engagés sur la base d'une explication anti-austérité et antimilitariste claire.

Leur contribution est décisive pour faire aboutir l'initiative. Son aboutissement sera une première victoire contre la droite.

Tous ceux et toutes celles qui ont sincèrement à cœur les intérêts des travailleurs et des jeunes doivent exiger du PSS qu'il accepte nos signatures.

A. Meylan



Notable socialiste récoltant fiévreusement des signatures pour l'initiative introduisant le référendum en matière de crédits militaires.

Genève, hausse des tarifs des transports publics :

Les usagers sont roulés

Le premier tronçon de l'autoroute de contournement coûtera 400 millions; selon Ducret, conseiller d'Etat, il faudra encore investir 900 millions dans la construction de parkings dans les années à venir (30 000 places à 30 000 francs chacune)... Mais un déficit annuel de 32 millions pour les Transports Publics Genevois (TPG), c'est trop... La majorité bourgeoise du Conseil d'Administration des TPG et du Grand Conseil a donc décidé de faire payer les usagers : le billet passera de 1 franc à 1,40 (1,20 au 1er janvier) !

Des choix aberrants

Depuis les années soixante, les autorités genevoises ont mené une politique des transports qui priorise la bagnole. Résultat :

* Des transports de plus en plus inefficaces, même en voiture (25 km/h. en moyenne en ville), à des prix de plus en plus élevés).

* Une pollution alarmante : aux heures de pointe, les artères urbaines à grand trafic connaissent des niveaux de pollution supérieurs aux normes maximales admises dans les locaux industriels. Quant au bruit,

on enregistre 55 à 60 décibels au voisinage des grands axes. Or, "à plus de 60 décibels, on ne peut pas vivre", déclare le chimiste cantonal. Un seuil de nuisances aussi élevé a des conséquences directes sur la santé des habitants (voies respiratoires, maladies nerveuses, etc.).

* Une sécurité des piétons, des "deux-roues" et des automobilistes toujours plus précaire : les accidents mortels sont en croissance continue.

Voilà le prix social global — en plus de la hausse des billets — d'une politique des transports irresponsable !

Développer en priorité les transports publics

5 000 voitures supplémentaires sont immatriculées chaque année à Genève. Il y aura plus de 200 000 automobiles avant 1990, soit un véhicule par personne en âge de conduire ! L'impasse d'une politique des transports qui priorise la voiture individuelle devient donc chaque jour plus flagrante. On multiplie les feux rouges, l'engagement de gendarmes et de contractuels, les constructions de parkings et d'infrastructures routières, on rase des quartiers pour faire passer le trafic... Les coûts sont explosifs ! Mais pas autant que le développement des nuisances !

Il y a une alternative à ce cercle vicieux. Prioriser de manière audacieuse les transports publics. Pour cela, il faut :

* des transports bon marché ; l'objectif à terme doit être la gratuité.
* des transports rapides : à Genève, les trams et les bus sont plus

lents que les vélos (13 km/h. contre 15 km/h. en vélo. A Zurich, les transports publics atteignent 16 km/h.).

* des transports confortables : il faut augmenter la fréquence des passages aux heures de pointe pour permettre aux usagers de circuler dans de meilleures conditions.

Pour cela, il faut réduire et non augmenter le prix des TPG, accroître les investissements et donner droit aux revendications du personnel (des conditions de circulation acceptables, des effectifs suffisants). Tout cela coûtera de l'argent ? Effectivement, mais il suffirait de réduire en proportion les dépenses d'infrastructures routières pour couvrir ces frais :

* Avec les dépenses que Ducret (conseiller d'Etat radical) envisage pour la construction de nouveaux parkings (30 000 places à 30 000 francs chacune), on pourrait financer le déficit actuel des TPG pendant 30 ans !

* 1 500 mètres de l'autoroute de contournement représentent le budget annuel total des TPG. Rien que le bout du premier tronçon permettrait de financer la gratuité totale des transports publics pendant 5 ans !

Les usagers n'ont que le droit de payer et de se taire

Ce sont les partis politiques de droite qui ont la haute main sur la politique des TPG, étant majoritaires au Conseil d'Administration. Il s'agit d'un service public, de dépenses publiques (la couverture du déficit), mais les salariés-contribuables n'ont rien à dire !

Ces hausses antisociales décidées de manière antidémocratique doivent être combattues. C'est pourquoi le PSO exige le référendum obligatoire sur toute modification des tarifs d'un secteur public (TPG, eau, gaz, électricité, tarifs hospitaliers, etc...).

Jean Borgeaud

Trois ans après :

Les faits établis par le Tribunal permanent des Peuples — dont nous publions ci-contre un compte-rendu — ne laissent place à aucun doute : l'Union soviétique mène en Afghanistan une guerre dont les méthodes n'ont guère à envier aux pratiques utilisées depuis longtemps par les puissances coloniales. Cela ne nous étonne pas. La bureaucratie, qui n'a aucun rôle historique autonome mais s'est greffée dans l'appareil d'Etat des pays dits socialistes, n'a toujours fait qu'imiter les méthodes de domination et de répression de la bourgeoisie.

En Afghanistan, les bombardements massifs, les déportations, l'écrasement des civils et de toute résistance sont dans la suite logique de l'intervention de décembre 1979 et de toute la politique suivie auparavant. Le coup d'Etat d'avril 1978, conduit par le Parti populaire démocratique d'Afghanistan (PPDA) en riposte à une vague de répression, avait ouvert la voie à des réformes élémentaires, qui auraient pu être

LE BOURBIER AFGHAN

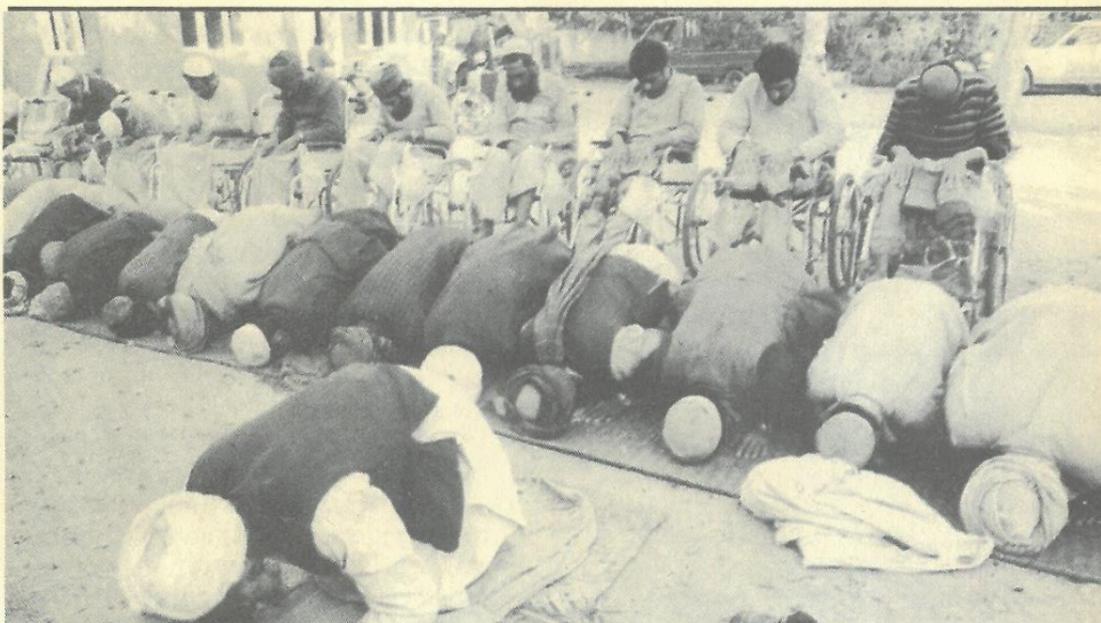
favorables aux masses paysannes et aux travailleurs des peuples d'Afghanistan. Mais le PPDA, formé à l'école stalinienne et ne disposant que d'un faible appui dans un pays encore fortement structuré par le féodalisme, se montra incapable de mettre en oeuvre ces réformes sociales, faute d'un effort conscient pour organiser les masses, développer leur mobilisation indépendante et briser ainsi l'emprise des seigneurs féodaux et des mollahs. Rapidement discrédité, soumis à des luttes fractionnelles soutenues par l'URSS, le PPDA était en passe de perdre le pouvoir. C'est ce moment qu'a choisi la bureaucratie soviétique pour intervenir massivement en Afghanistan, par-dessus la tête des masses paysannes et ouvrières, et même du PPDA lui-même.

L'occupation soviétique s'est ainsi érigée en un obstacle supplémentaire à la lutte pour l'émancipation des peuples d'Afghanistan. Loin de favoriser la résistance aux seigneurs féodaux, elle provoqua au contraire une résistance de masse contre l'occupant, en partie organisée par les féodaux, en partie aussi indépendante dans la résistance intérieure.

Au sein de celle-ci, les masses opprimées des diverses nationalités, ainsi qu'un petit courant progressiste (fronts de l'Organisation populaire pour la libération des peuples d'Afghanistan, front des combattants Modjahed d'Afghanistan), commencent à faire l'expérience d'une lutte d'émancipation qui combine celle pour l'autodétermination nationale et les droits des minorités nationales opprimées, des paysans pauvres et des travailleurs. C'est à cette résistance que se confronte la bureaucratie. C'est ce début de mobilisation indépendante des masses, qui conduira nécessairement à une confrontation avec les courants féodaux et intégristes islamiques, que les troupes d'Andropov écrasent dans le sang.

Seul un retrait total et inconditionnel des troupes soviétiques d'Afghanistan peut au contraire favoriser la lutte pour l'autodétermination des nationalités opprimées en Afghanistan, dans laquelle les paysans pauvres et les travailleurs affirmeront leurs droits et leurs aspirations à mettre fin à l'oppression féodale.

M. Thévenaz



Afghanistan :

Terreur généralisée, exode de masse

Du 16 au 20 décembre vient de se tenir la deuxième session du Tribunal permanent des peuples¹⁾ consacré à l'Afghanistan. Ses conclusions sont claires : les troupes soviétiques sont engagées dans une sale guerre, menée avec brutalité.

La session devait, sur la base des travaux d'une commission spéciale d'enquête, vérifier s'il y avait en Afghanistan, de la part des forces soviétiques, "violation du droit humanitaire de la guerre, notamment en ce qui concerne le sort des populations civiles".

Le bilan de ces recherches et la masse des témoignages recueillis, qui fondent la nouvelle sentence, sont accablants pour l'URSS.

Enquêteurs désignés par le tribunal, médecins (dont les cinquante-neuf des différentes associations françaises), témoins afghans de toutes conditions, combattants résistants et civils, journalistes, photographes et experts ayant séjourné dans le pays entre 1980 et 1982, rapports officiels et analyses de presse ont permis l'établissement d'un tableau qui ne laisse aucun doute sur l'inhumanité atroce de cette sale guerre.

Les méthodes et les moyens de guerre

Plusieurs types d'armes prohibées par les conventions internationales sont incontestablement utilisés en Afghanistan par les troupes russes : des balles à trajectoires déviées, type dum-dum; des balles ou grenades à fragmentation; des pièges explosifs camouflés en objets tels que stylos, montres et jouets, ou dissimulés sous les cadavres; enfin — sans qu'elles aient pu être identifiées — des substances dont les manifestations et les effets sont ceux de gaz, et provoquant soit des états d'inconscience prolongée, soit des blessures difficiles à cicatrifier (des photographies les montrent et le rapport de leur étude a été développé), soit la mort.

La difficulté de conclure avec une certitude absolue au sujet de ces dernières "armes" a amené le tribunal à conclure à la carence des Nations unies quant à "leur mission d'information et d'enquête" dans un tel domaine, aussi grave.

Des photos de cadavres noircis

signalent l'usage du napalm lors de bombardements.

Traitement des blessés et captifs; les pratiques de torture

Nul doute en ce qui concerne les blessés achevés, et de telle manière que l'on puisse penser que des "ordres avaient été donnés de ne pas laisser de survivants". Pas davantage pour les pratiques de profanation des morts (d'une telle importance eu égard aux conceptions culturelles du pays), et pour les traitements avilissants infligés aux prisonniers.

La torture est de pratique courante, infligée tant à des combattants qu'à des civils. Aux coups et à la privation de sommeil s'ajoute la pratique courante des chocs électriques. Les femmes n'y échappent pas et certaines ont été violées. Des Soviétiques assistent et participent couramment à ces tortures. Le témoignage le plus bouleversant de cette session du tribunal a certainement été celui de l'étudiante en médecine Farida Ahmadi, détenue du 24 avril au 20 septembre 1981, qui a raconté comment elle avait subi divers types de torture pendant plusieurs semaines et assisté à d'autres encore plus atroces, tels que membres coupés et yeux arrachés.

Les exactions contre les civils et contre la population

C'est bien à un peuple que les Soviétiques font la guerre. Sans doute parce que leur expérience de la guérilla (de la guerre du peuple) leur a appris qu'on ne vainc celle-ci qu'en détruisant la base sociale civile des combattants, ils font là une guerre terroriste. Le but des opérations semble être de faire fuir les populations. Mines anti-personnelles semées sur les chemins, dans les prés, aux alentours des villages; assassinats de vieillards, de femmes et d'enfants; récoltes de blé

et de maïs incendiées (en particulier par hélicoptères); bétail, chevaux et mulets tués; destruction des villages fuis par leurs habitants, créent un climat de peur multiforme.

Terreur généralisée, exode sans précédent

Des témoignages mentionnent des destructions et pillages de mosquées, des villages entiers détruits par bombardements. Les hôpitaux sont systématiquement détruits, y compris ceux signalés par une "croix rouge" (ce qui a amené à supprimer ce signe qui accroît les risques au lieu de les supprimer).

Un cas de massacre a été étudié en détail sur la base des témoignages à la fois des enquêteurs, du maire, d'un paysan et d'un religieux du même village de Pádlahwáb-e-Sharra (province du Logar, au sud de Kaboul) : cent cinq morts, dont onze enfants, ont été tirés d'un canal d'irrigation où s'était réfugiée la population, plus quelques modjaheddin, des ouvriers de passage et des réfugiés. La tuerie a été effectuée par l'enflamment et l'explosion de produits chimiques déversés dans l'eau.

Effet de cette terreur généralisée; un exode sans précédent. Avec ses deux millions et demi de réfugiés au Pakistan et plusieurs centaines de milliers en Iran sur une population de quinze millions dont on ignore le chiffre des morts, c'est entre un cinquième et un quart des Afghans que l'invasion a éliminé du pays, et la plus forte masse de réfugiés du monde.

En dépit de tout cela, la guerre piétine. L'année 1982 a vu s'élever considérablement le nombre des opérations russes. Cependant la résistance s'est renforcée.

Michel Lequenne

1) Ce Tribunal, composé d'universitaires, de juristes, d'écrivains, de religieux, a déjà jugé les crimes contre les peuples au Sahara occidental (1979), en Argentine (1980), en Erythrée (1980), au Salvador (1981), à Timor (1981) et au Zaïre (1982).

L'après-Malouines en Argentine :

LA LENTE AGONIE DE LA DICTATURE

Cent vingt mille manifestants sur la place de Mai, aux portes du palais présidentiel, la Casa Rosada. Généraux conspués, insultés. Policiers tirant dans la foule : un mort, plusieurs centaines de blessés... C'était le 16 décembre dernier, à Buenos Aires, lors de la plus importante manifestation de rue organisée contre la dictature depuis le coup d'Etat de mars 1976.

A quelques mois de l'aventure et du fiasco des Malouines, alors que l'économie du pays, en virtuelle banqueroute, est paralysée par une récession sans précédent, le régime militaire argentin n'est pas parvenu à trouver un nouvel équilibre, aussi précaire soit-il. Miné par les règlements de compte sans fin opposant les trois armes et les rivalités croissantes des multiples cliques militaires, il est de moins en moins en mesure d'arbitrer entre les différentes fractions bourgeoises. Plongés dans une telle crise, on voit mal comment les généraux pourraient mener à bien leur projet d'"ouverture contrôlée", élaboré à la hâte au lendemain de la défaite de Port-Stanley et de la démission forcée de Galtieri, le chef de la junte lors de la guerre dans l'Atlantique-Sud.

Les militaires toujours divisés

Le premier objectif de son successeur, le général Reynaldo

Bignone, personnage sans envergure ayant à son seul actif le fait de ne pas avoir été directement compromis dans la guerre, était de recomposer l'unité des différents états-majors et, au-delà, de la caste militaire. "Il doit exister une claire conscience du fait que toute recherche d'avantages personnels ou sectoriels illégitimes pendant la période qui s'ouvre (...) pourrait provoquer une crise majeure du pays. Cette affirmation vaut pour les comportements politiques comme pour les questions socio-économiques", déclarait-il au lendemain de son accession au pouvoir. La composition de son gouvernement s'inscrivait dans cette perspective : à peu près tous les ministres ont collaboré avec l'un ou l'autre de ses prédécesseurs; certains furent même directement responsables de la répression aux heures les plus noires.

Il est clair aujourd'hui que le général Bignone a échoué. La caste militaire est plus divisée que jamais. Elle ne s'est toujours pas remise de

l'humiliation de la défaite et de nouveaux motifs de conflit surgissent, à propos des priorités à accorder pour la reconstitution du potentiel de combat par exemple...

Si cette dictature délabrée, minée, ne s'est jusqu'alors pas effondrée, elle le doit avant tout aux directions des formations bourgeoises, affaiblies, divisées, effrayées par le vide du pouvoir et dépassées par l'ampleur de la crise économique et sociale.

Celles-ci sont regroupées depuis 1981 dans la "Multipartidaria", une coalition hétérogène regroupant le Parti radical indépendant, le Mouvement indépendant pour le développement (MID), le Parti intransigent, la Fédération démocrate-chrétienne et le péronisme officiel (Justicialisme).

"Ne pas soutenir, ne pas déstabiliser"

Les dirigeants de cette "Multipartidaria" réclament bien le retour des militaires dans leurs casernes et l'instauration d'un pouvoir civil. Mais ils sont prêts à tous les compromis pour que la transition soit organisée à partir d'une collaboration entre eux-mêmes et l'armée. Ils soutiennent donc les projets du gé-

néral Bignone prévoyant la tenue d'élections durant le second semestre de 1983, et n'hésitent pas à s'engager dans de véritables campagnes visant à rétablir un minimum le prestige et l'autorité des forces armées. Deolindo Bittel, dirigeant péroniste, n'a-t-il pas déclaré que l'une des tâches de son mouvement — qui représente encore la principale force électorale en Argentine — était de "tout faire pour restaurer la crédibilité des forces armées auprès du peuple argentin" ? Oscar Allende, le principal dirigeant du Parti intransigent (PI) s'est dit, pour sa part, convaincu que la seule attitude responsable était "à la fois de ne pas soutenir et de ne pas déstabiliser le nouveau cours du régime militaire" !

L'immobilisme des directions syndicales

La bureaucratie syndicale, qui est l'une des composantes du péronisme, soutient cette orientation de la "Multipartidaria", tout en développant ses formes propres de collaboration avec la dictature. Elle multiplie les appels aux militaires pour qu'ils "se mettent au service du bien-être du peuple argentin et en particulier de ses travailleurs", com-

me leur demande l'un de ses dirigeants les plus influents, Lorenzo Miguel. Mais cette politique accentue ses divisions internes : comment peut-on encore prétendre représenter les millions de victimes de la crise condamnées à la misère et, souvent, à la faim tout en offrant ses services à la dictature chancelante ? C'est la question que posent avec chaque fois plus d'insistance les secteurs les plus militants du mouvement ouvrier, ceux qui ont organisé, ces dernières années, diverses mobilisations contre le régime militaire, depuis la grève d'avril 1979 jusqu'aux manifestations du 30 mars 1982...

Dans ce contexte, la manifestation du 16 décembre, par son ampleur, par la combativité nouvelle qu'elle a révélée, prend toute sa signification. Ce jour-là, et pour la première fois aussi massivement, des dizaines de milliers de travailleurs, renouant avec la vieille tradition de lutte de la classe ouvrière argentine, ont manifesté clairement leur opposition à toute forme de collaboration, de compromission avec le régime honni.

Jean-Pierre Beauvais
(Rouge no 1044,
du 31 décembre 1982)

L'effondrement économique

En 1950, la production économique argentine représentait en valeur 25 o/o de celle de l'ensemble de l'Amérique latine. En 1960, déjà, elle ne représentait plus que 19 o/o. Pour 1982, les estimations oscillent entre 9 et 10 o/o ! Illustration spectaculaire de la débâcle d'un pays pourtant doté de richesses potentielles considérables. D'un pays qui avait connu un relatif développement à partir de la Seconde Guerre mondiale et grâce auquel il fut, un temps, le plus industrialisé du monde semi-colonial.

Initialement, c'est l'alliance entre les grands propriétaires terriens nationaux et l'impérialisme qui a fourni le cadre de ce développement relatif. Aujourd'hui, ces grands propriétaires représentent 0,2 o/o de l'ensemble des possesseurs de terre et contrôlent 65 o/o des surfaces exploitées. Ils emploient, dans les zones rurales, 50 o/o de la main-d'œuvre. Les exportations agricoles fournissent toujours la majorité des revenus en devises du pays. Revenus qui dépendent donc très largement des fluctuations des cours sur le marché mondial.

L'agriculture argentine reste une agriculture à faible rendement, comparée à celle des pays capitalistes développés. Les quantités produites sont importantes, mais elles le sont grâce à des surfaces cultivées considérables. Selon des études réalisées par des institutions spécialisées dépendant des Nations unies, il y avait, au milieu des années 70, dix-neuf fois moins de tracteurs à l'hectare cultivé en Argentine qu'en Grande-Bretagne. La quantité d'engrais utilisée à l'hectare y était 40 fois moindre qu'en République fédérale allemande...

Economie dépendante, richesses pillées

L'activité industrielle fut, dès sa naissance, dominée par le capital impérialiste. Ce capital, alors essen-

tiellement britannique, était concentré en premier lieu dans les secteurs directement liés aux intérêts des importateurs londoniens : chemins de fer, ports, traitement et conservation de la viande, etc. La vague de nationalisations et le développement de nouvelles industries après la guerre de 1939-1945 n'ont pas substantiellement modifié cette réalité : les Etats-Unis ont ravi à la Grande-Bretagne sa position prédominante et, en 1960, parmi les cent plus importantes firmes prétendument "argentines", 89 étaient contrôlées par le capital étranger. Depuis lors, cette prédominance s'est encore affirmée. Le secteur nationalisé hérité de Peron a été largement démantelé au nom de "l'efficacité du libéralisme et de la libre entreprise" : parmi les cinquante plus importantes sociétés rendues au secteur privé, vingt-neuf sont passées sous contrôle américain.

Comme ailleurs dans le Tiers Monde, c'est à un véritable pillage que se livrent les puissances impérialistes. L'économie dominée est systématiquement appauvrie pour enrichir les métropoles et leurs classes dominantes. L'industrie automobile ne fut-elle pas, un temps, présentée comme le fleuron de l'économie argentine ? Les firmes européennes et nord-américaines qui la contrôlent à 100 o/o ont, entre 1970 et 1980, réalisé des bénéfices six fois supérieurs à leurs investissements. Elles les ont évi-

demment "rapatriés" en totalité dans leurs pays d'origine respectifs...

C'est avant tout parce que son développement relatif était totalement dépendant des centres impérialistes que l'économie argentine est aujourd'hui dévastée par la crise mondiale. Le coût de la guerre des Malouines et surtout la politique monétariste mise en oeuvre par des économistes jouissant de la totale confiance de Washington n'ont fait qu'en amplifier les effets.

Le produit intérieur brut (PIB) a été, en 1981, égal à celui de 1970. Et, au premier semestre de 1982, il a connu une baisse de 9,4 o/o par rapport au premier semestre de 1981. Plus significatif encore, le produit intérieur brut industriel est aujourd'hui inférieur de 30 o/o à ce qu'il était en 1975. Pendant les cinq premiers mois de 1982, l'emploi industriel a, selon les statistiques gouvernementales, chuté de 23 o/o. Le marché intérieur s'est réduit considérablement : durant cette période on a vendu 56 o/o d'automobiles de moins qu'un an auparavant. Plus généralement, la vente des biens de consommation courante s'est effondrée. Désormais, environ 50 o/o de la capacité de production industrielle est inemployée.

Pour la première fois depuis un demi-siècle : la faim

Les conséquences sociales de cette situation sont dramatiques : pour la première fois depuis un demi-siècle, on a faim dans les banlieues populaires de la capitale. La part des salaires dans le PIB est passée de 50 o/o en 1975 à 30 o/o en 1982. Peu après l'instauration de la dictature en 1976 avait lieu une première offensive d'ampleur contre le pouvoir d'achat des salariés. Elle fut imposée par la répression

politique mais sans chômage important. Le salaire réel dans l'industrie pour les trois derniers trimestres de 1976 fut de 40 o/o inférieur à la moyenne de l'année précédente et de 30 o/o inférieur à ce qu'il était en 1960. Depuis un an, une nouvelle attaque, tout aussi brutale, est à nouveau menée contre le pouvoir d'achat. Elle se combine cette fois avec un chômage massif. Un plan élaboré peu avant la chute de Galtieri envisageait même la mise à pied de 50 o/o de la main-d'œuvre industrielle, soit cinq millions de travailleurs pour un pays qui compte vingt-huit millions d'habitants... Si ce plan a été officiellement abandonné, l'orientation actuelle "conseillée" par le Fonds

monétaire international vise à une nouvelle réduction de la consommation intérieure afin de restreindre les importations, de rééquilibrer la balance commerciale pour... continuer à rembourser la dette extérieure et négocier de nouveaux crédits.

Saignée par la crise économique mondiale, incapable d'absorber les effets sociaux des six années de dictature militaire, l'économie argentine est dans une impasse totale. Tous les "remèdes" qui seraient proposés et ne remettraient pas en question les mécanismes de la domination impérialiste ne seront désormais rien d'autre que d'éphémères pis-aller.

Jean-Pierre Beauvais



Manifestation du syndicat des électriciens à Buenos Aires.

Une pièce d'Anne Cunéo bientôt à Genève* :



Monument "sauvage" à la mémoire des victimes du 9 novembre 1932.

« Une fenêtre sur le 9 novembre »

A l'occasion du cinquantième anniversaire de la fusillade du 9 novembre 1932 à Genève, le "Groupe d'expression française" de Zurich a joué au Théâtre Keller 62 la pièce "Une fenêtre sur le 9 novembre", mise en scène par Anne Cunéo. Grâce à l'Université ouvrière cette pièce sera représentée à Genève à la fin du mois de janvier. Une occasion pour voir le 9 novembre d'une autre manière.

Comme son titre l'indique, la pièce cherche à faire revivre l'événement, mais d'une fenêtre. Cinquante ans après, ce n'est que par une fenêtre — à distance — que Léon Nicole, Géo Oltramare et les acteurs anonymes de l'histoire nous sont perceptibles. Plusieurs fenêtres ont déjà été ouvertes : des livres sont parus, la lucarne de la télévision a tenté de rendre compte du "Temps des passions". La pièce est une autre fenêtre; en réalité elle nous en ouvre deux.

Hier et aujourd'hui

Toute la pièce est, en effet, construite sur un dialogue. D'un côté, une directrice de théâtre contemporaine commande à une jeune femme écrivain une pièce traitant "des problèmes de l'armée, de l'antimilitarisme dans notre pays". Et l'écrivain de s'attaquer au 9 novembre, travaillant durant le sommeil de son poupon. De l'autre côté, on est replongé dans une famille petite-bourgeoise des années 30.

La rédaction de la pièce soulève des problèmes : comment, pour l'écrivain, concilier son activité avec sa vie quotidienne de femme, de ménagère et de mère ? Pour la directrice de théâtre, le thème choisi — l'armée — soulève la réprobation de son comité qui, d'ordinaire, se

fiche comme de l'an quarante des productions. Le dialogue de ces deux personnages avec le passé permet de souligner la continuité entre hier et aujourd'hui.

La famille des années 30 est à l'heure du dîner. Les fenêtres de son appartement donnent sur les rues dans lesquelles la fusillade du 9 novembre s'est déroulée. Alors que dehors, les grondements de la foule se font entendre, le père — fonctionnaire proche de l'extrême-droite — et la mère, usée par 25 ans de soumission conjugale, s'apprêtent à manger tranquillement leur repas.

L'irruption de l'histoire

Les deux enfants font alors irruption — le fils, employé de commerce, suit les traces de son père; la fille, infirmière, s'est ouverte au monde des ouvriers. Ce qui s'entendait à peine au travers des fenêtres pénètre alors dans la pièce. Après plusieurs passes d'armes préliminaires entre les différents personnages, un ouvrier du bâtiment entre, blessé à la tête. Qui va le soigner, qui va le mettre à la porte ? Un conflit s'ouvre entre la fille et son père et son frère, alliés pour la circonstance contre l'ouvrier. Enfin arrive un quatrième personnage, un soldat fribourgeois totalement démonté moralement pour avoir tiré sans savoir pourquoi.

Le conflit se dénouera par le départ de l'ouvrier, soutenu par l'infirmière (qui quitte ainsi définitivement sa famille) et le soldat.

Ainsi, le problème de l'émancipation de la femme trouve une continuité entre les rôles de l'écrivain et de l'infirmière. L'une réagit à la violence des événements en rompant brutalement ses liens familiaux et avec un milieu social qui lui est devenu étranger. L'autre rédige l'histoire pour son enfant, pour, comme elle dit, "que tu saches ce qui t'attend toi aussi".

La directrice de théâtre ne peut empêcher, malgré le temps, que la violence des réactions du père et du fils remonte jusqu'à elle. La réaction de son comité l'oblige à rompre avec la rédactrice de la pièce.

La mise en scène souligne efficacement ce va-et-vient dans le temps. On entend des airs de l'époque, les meubles et la décoration scénique sont du genre "Pffister Meubles" des années 30. La précision et le réalisme du détail contribuent à cette impression de retour en arrière.

On remarquera une attention assez méticuleuse portée aux détails dans les gestes, qui épaississent et rendent plus denses les caractères de la famille, surtout ceux du père et de son fils.

L'infirmière et sa mère ont des rôles assez consistants en soi. Les hommes, par contre, font plus effet de figurants, si ce n'était justement le travail des acteurs.

Il vaut la peine enfin de rester jusqu'à la fin. Ceux et celles qui ont un creux à l'estomac pourront en effet goûter la soupe que l'écrivain cuit en rédigeant sa pièce !

A. Meylan

* A La Cour des miracles, 2, chemin de la Montagne, les vendredi 28, samedi 29 et dimanche 30 janvier, dès 20 h.



Genève, novembre 32 : barrage militaire aux alentours des casernes. Les armes sont chargées, prêtes à faire feu.

ALLEZ-Y VOIR VOUS-MÊMES !

BERNE

Gemeinschaftszentrum, Gäbelbach
ve 4 février, dès 18h. : Fête de Bresche.
Musique : Hanery Amman Band, Familia de Samba, Rägeröseli. Films : Kollegen, et Robotnicy (Pologne, 1980). Théâtre. Mangette et buvette. Entrée : Fr. 10.- et 7.-. Bus no 14. Org. : SAP, Berne.

GENÈVE

La Cour des Miracles, 2, chemin de la Montagne
ve 28, sa 29, di 30 janv., 20h. : Une fenêtre sur le 9 novembre, de Anne Cunéo, mise en scène de A. Cunéo. Rens. : 022 / 49 97 87, cf. article ci-dessus.

Théâtre de Carouge, 39, rue Ancienne
jusqu'au me 26 janv., 20h.15 (je, 19h., di 17h., lundi relâche) : Sol — Marc Favreau, le clown-poète québécois. 022 / 43 43 43.

Théâtre de Poche, 52, rue de Carouge
jusqu'au sa 22 janv., 20h.30 : Le Prix des Anes, de Plaute, adaptation de Lova Go-

lovtchiner et P. Nordmann. 022 / 28 37 59.

Le Caveau, 9, av. Sainte-Clotilde
jusqu'au sa 29 janv., 20h.30 (relâche di et lu) : L'aide-mémoire, de Jean-Claude Carrière, par le Théâtre des Naufragés du Temps.

Sud des Alpes, 10, rue des Alpes, 1er
à 21h. je 20, ve 21 janv. : Musique Soufi de Turquie (Kudsi Erguner : ney; Nezhir Uzel : chant, bendir). sa 22, di 23 : Circo del Arca. je 27, ve 28 : Secours divers. sa 29, di 30 : Siron Trio. Org. AMR.

LAUSANNE et VAUD

Théâtre du Lapin Vert
ve 21, sa 22 janv., 20h.30 : Bernard Léchat.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES
à 20h.30. ma 18, me 19 janv. : L'Arnaque (The Sting), de George Roy Hill (USA, 1973). ve 21, sa 22 (sa aussi à 16h.) : La Nuit de Varennes, d'Ettore Scola (I-F, 1982), à ne pas manquer ! ma 25, me 26 : Le Faucon maltais, de John Huston (USA, 1941). ve 28, sa 29 : Riso amaro, de G. de Santis (I, 1949). ma 1er, me 2 fév. : Cutter's way (La blessure), d'Ivan Passer (USA, 1981).

Cinéma d'Oron, ORON-la-Ville

à 20h.30. ve 21, sa 22 janv. : Guy de Maupassant, de Michel Drach (F, 1981). Places : Fr. 6.- et 7.-.

Le Cinématographe, Cinéma Rex, NYON
ma 25 janv., 20h.30 : L'Important c'est d'aimer, de A. Zulawski (F, 1975). Places : Fr. 8.-.

AMATEURS D'OPÉRA, attention !

Le programme du festival des Arènes de Vérone de juillet-août 1983 est paru.

Aida, de Verdi, les 9, 14, 17, 22, 26, 29 juillet et 3, 6, 12, 24, 28, 31 août. Turandot, de Puccini, les 7, 10, 16, 23, 28, 31 juillet et 5, 11, 14 août. Madame Butterfly, de Puccini, les 24, 27, 30 juillet et 2, 4, 7, 13, 21, 26 août. La location se fait aux Arènes de Vérone : Ente Lirico Arena di Verona, 28, Piazza Brà, 37 100 Verona, tél. (depuis la Suisse) : 0039 / 45 / 23520 - 22265 - 38671. Il ne faut pas tarder à louer ! Premiers gradins : 18 000 liras; deuxième gradins : 11 000 liras. C'est une des rares occasions de voir et entendre de l'opéra dans une ambiance populaire, décontractée et fervente à des prix populaires et démocratiques. Ce n'est pas le Grand Théâtre de Genève, donc ! Fidel lo

El Salvador :

“LA SOLIDARITÉ PEUT ET DOIT RENDRE L'INTERVENTION US IMPOSSIBLE”

* ENTRETIEN AVEC MARC INGELBRECHT, DE RETOUR DU SALVADOR.

L'offre de négociations faite par le Front Démocratique Révolutionnaire / Front Farabundo Martí de Libération Nationale (FDR/FMLN) n'a pas peu contribué à approfondir les divisions entre la droite et l'extrême-droite salvadorienne.

A tel point que même l'armée salvadorienne s'est scindée, une partie d'entre elle, emmenée par les partisans du major d'Aubuisson, faisant ouvertement sécession. Cela montre que la partie n'est de loin pas jouée pour les Etats-Unis et leurs alliés salvadoriens, que l'intervention US ne va pas et n'ira pas sans problèmes et difficultés. D'où l'importance de la solidarité internationale, soulignée par Marc Ingelbrecht, un militant belge qui a travaillé durant un an et demi dans les services de santé des régions contrôlées par la résistance salvadorienne. Ses propos ont été recueillis par "La Gauche", organe hebdomadaire de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IVe Internationale.

* Peux-tu brièvement raconter les événements survenus pendant ton séjour ?

— A mon arrivée, en avril '81, on était encore traumatisé par l'échec de l'offensive de janvier '81. Je suis arrivé dans une région qui n'était pas tellement bien structurée : l'armée du peuple était plutôt une milice, les militaires n'étaient pas casernés, ils ne recevaient pas d'entraînement. Les gens ne se groupaient que pour résister lors d'invasions. Mais en mars '82, il y a eu une offensive puissante de la résistance et cela n'a été possible que grâce à une année d'entraînement politique et militaire. L'expérience avait montré qu'il fallait disposer d'une vraie armée du peuple et que la population tout entière devait participer. C'est aussi pendant cette période que s'est créé dans toutes les régions libérées, une espèce de gouvernement populaire tenant en main tout le pouvoir.

* Décris-nous l'organisation interne d'une de ces régions libérées.

— Un village a son responsable pour la production, les soins de santé, l'éducation et la justice. Ils sont élus par un conseil du peuple auquel participe toute la population âgée de plus de 15 ans. Et c'est aussi par ce conseil que sont prises toutes les décisions. Tout y est réglé : les campagnes de médecine préventive, l'éducation, la justice. Toutes les terres sont propriété de la communauté du village et sont cultivées en commun. Et puis il y a encore dans chaque village une milice du peuple responsable de la défense du village. Cette milice est en réalité tout à fait indépendante de la vraie armée du peuple qui elle a une structure militaire.

* Le but est-il d'étendre systématiquement les régions libérées jusqu'à ce qu'elles couvrent le Salvador tout entier ?

— Il y a deux raisons qui justifient l'existence d'une région libérée. Premièrement, comme base pour la guérilla, et deuxièmement comme base pour l'édification d'une société nouvelle. C'est dans ce sens qu'on peut dire qu'à longue échéance le Salvador deviendra un grand territoire libéré. La tactique du FDR/FMLN se base maintenant aussi bien sur la conquête politique d'une région que sur sa conquête militaire.

Le fait est que beaucoup de gens trouvent leur motivation directe pour la lutte dans le fait qu'un membre de leur famille a été assassiné par l'armée. Le FDR/FMLN essaie d'expliquer qu'on ne se bat pas seulement contre cette armée parce qu'elle a tué une mère ou un frère, mais parce qu'elle défend un système de répression et d'exploitation. On explique aussi que ce ne sont pas les soldats de l'armée gouvernementale qui sont les ennemis, mais bien les grands propriétaires terriens et le gouvernement. Nous savons que dans l'armée gouvernementale il y a beaucoup de soldats qui aimeraient passer de notre côté si la possibilité se présentait. On explique donc comment donner cette chance à ces soldats. Une des meilleures armes du FMLN est encore le mégaphone. Avec ces haut-parleurs des résistants s'approchent des casernes et disent aux soldats comment faire pour passer de l'autre côté.

* Ca réussit ?

— Un quart de l'armée de la résistance est composé de transfuges et la moitié à peu près de son armement provient de l'armée gou-

vernementale, soit qu'il est apporté par les soldats ex-gouvernementaux soit qu'il est pris comme butin. L'armée gouvernementale risque d'éclater d'un jour à l'autre. La répression qui y règne est bien trop forte. Les soldats qui passent chez nous nous racontent des histoires terribles : celui qui ne se plie pas complètement devant les chefs, est mort. Les congés ne sont plus accordés aux soldats car on sait qu'après ils ne reviennent pas.

* Cela doit quand même avoir des conséquences pour les chances de survie de la junte. Quelle est encore sa puissance, mis à part ses liens avec les Etats-Unis ?

— En théorie ce n'est plus une junte, mais (rire) un gouvernement élu démocratiquement. Immédiatement après les élections de mars '82, le gouvernement se trouvait très renforcé, parce qu'il avait formé une coalition étroite avec l'extrême-droite afin de museler les démocrates-chrétiens. C'est alors qu'ils ont essayé de remporter à nouveau une victoire militaire, ils ont affirmé que la résistance n'était plus en état de repasser à l'offensive. Mais l'offensive du FMLN d'octobre '82 a de nouveau bouleversé cet équilibre. L'armée gouvernementale a été tout simplement balayée, une série de positions ont été abandonnées sans coup férir et l'armée n'a plus été en mesure de reconquérir les territoires perdus. On peut dire que dans le nord et le nord-est, la campagne est aux mains des résistants et que l'armée gouvernementale s'est retirée dans les villes principales.

D'un point de vue purement salvadorien, la junte — pardon, le gouvernement — ne s'en sort plus.

* Est-ce pour cela que le FDR/FMLN a fait récemment une offre de négociations ?

— Oui, exactement. Et au sein du gouvernement on en discute très sérieusement. Il s'agit d'une discussion entre l'extrême-droite et ceux qui sont un peu moins à droite. D'Aubuisson, dirigeant du parti d'extrême-droite Arena, et une partie du PCN (parti de réconciliation nationale, extrême-droite) disent : nous ne voulons pas de négociations. Les chrétiens-démocrates sous la direction de Duarte et l'autre fraction du PCN désirent au contraire des négociations. Ce débat se déroule maintenant au ni-



Milice révolutionnaire salvadorienne.

veau parlementaire. Mais il y a presque équilibre, 29 contre, 29 pour, 2 qui ne savent pas encore ce qu'ils veulent. Le dernier incident de parcours est que d'Aubuisson a voulu monter un coup d'état d'extrême-droite pour empêcher les négociations. Mais ce coup d'état a été dénoncé à temps par Duarte et Hinton, l'ambassadeur des Etats-Unis. La position de d'Aubuisson est maintenant chancelante et on le met tout doucement de côté. Les Américains avaient toujours désiré cela. Tout le monde sait qu'il s'agit d'un assassin et d'un chef d'organisations para-militaires. La CIA aussi a déjà essayé de le faire assassiner, tout juste avant les élections. Il n'était plus une personnalité "acceptable", même plus pour les Américains.

C'est dans ce contexte que le gouvernement n'a plus de poids. L'armée gouvernementale n'est plus en état de pouvoir endiguer la résistance; du point de vue politique il n'a jamais tenu le pouvoir, et du point de vue économique il dépend complètement des Etats-Unis. Le gouvernement, d'un point de vue purement national, est dans de très sales draps.

* Plus que jamais, les ficelles sont donc tirées par les USA ?

— Oui, en réalité, c'est l'ambassadeur américain, Hinton, qui est le président d'El Salvador. Tout ce qui est dit, sort de la bouche de Hinton avant d'être sur les lèvres de tous les députés. Il est évident que les USA ont dû maintenant s'avouer que militairement les choses sont plutôt difficiles : ils ont le choix entre un deuxième Vietnam ou une nouvelle politique. C'est pour cela qu'ils discutent de nouveau de négociations avec la résistance, avec comme préalable que le FMLN dépose les armes et participe à des élections, ce qui est tout à fait inacceptable. Je crois qu'ils veulent de nouveau miser sur Duarte en tant qu'alternative politique acceptable pour extorquer un appui militaire au sénat américain.

* Cela signifie-t-il que les USA veulent une offensive militaire essentiellement centro-américaine (donc l'armée gouvernementale salvadorienne et éventuellement celle du Honduras ou d'autres pays), pour retarder le plus longtemps possible l'intervention des troupes américaines elles-mêmes ? Ou bien misent-ils sur les deux tableaux, l'intervention des troupes des Etats-Unis ne dépendant plus que du choix du moment le plus favorable ?

— L'intervention, elle est déjà là. On livre les armes et les munitions à l'armée salvadorienne, la CIA a tout en main et les décisions politiques sont prises à Washington. L'étape suivante sera une intervention indirecte par la voie du Honduras. Donc faire intervenir des troupes étrangères pour essayer de sauver le gouvernement du Salvador, mais aussi pour sauver la face et ne pas devoir intervenir avec les troupes USA.

* D'après toi la décision d'une intervention est donc déjà prise ?

— Oui, elle est déjà prise et ce n'est pas là une opinion personnelle. A Cuba et au Nicaragua aussi on dit que tout est prêt et mis sur papier. Il ne manque plus que la date et le cachet.

* Comment répond la résistance ?

— Aussi bien au Nicaragua qu'au Salvador on dit : s'ils veulent venir, laissez-les venir, pour nous il s'agit de gagner ou de mourir. Je pense que l'Amérique centrale est en état de pouvoir résister aux USA mais cela implique aussi, et on y fait clairement allusion, que Cuba et/ou le Nicaragua pourraient devenir les victimes d'une guerre nucléaire limitée. Les Américains savent que s'ils envahissent l'Amérique centrale, Cuba aiderait immédiatement le Nicaragua.

* De quelle manière la situation internationale influence-t-elle la situation en Amérique centrale ?

— Je pense qu'après les élections du 28 mars, l'action internationale de solidarité a subi un coup très grave. Les Etats-Unis sont parvenus à faire accepter politiquement le projet des élections. Ils sont parvenus à boycotter l'information, la presse n'a laissé passer que les nouvelles favorables ou pas de nouvelle du tout.

Cela a permis aux Etats-Unis un tas de choses inqualifiables : des tueries en masse entre mars '82 et maintenant ont pu se faire sans provoquer d'importantes protestations. L'offensive en cours actuellement, l'offre de paix du FDR/FMLN, n'ont eu que peu d'échos aux Pays-Bas, en France ou au Mexique, tous pays qui avaient reconnu la représentation du FDR. Il est donc très important de lancer une nouvelle offensive en faveur de la reconnaissance du FDR/FMLN, en faveur des négociations et contre l'intervention. La solidarité peut et doit rendre impossible une intervention et donner ainsi aux Salvadoriens leur droit à l'autodétermination.